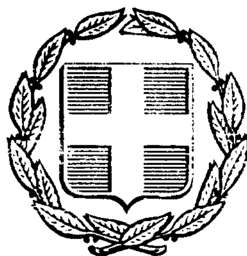



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

| ΑΘΗΝΑ 9 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1991 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 187 |
|---|---|---|


## ΝΟΜΟΙ

### ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 1981

*Κύρωση Σύμβασης Βιέννης για το δίκαιο των Συνθηκών μεταξύ Κρατών και Διεθνών Οργανισμών ή μεταξύ Διεθνών Οργανισμών.*

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ.1 του Συντάγματος η Σύμβαση της Βιέννης για το δίκαιο των Συνθηκών μεταξύ Κρατών και Διεθνών Οργανισμών ή μεταξύ Διεθνών Οργανισμών, που υπογράφηκε στη Βιέννη στις 21 Μαρτίου 1986, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION DE VIENNE SUR LE DROIT DES TRAITES ENTRE ETATS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES OU ENTRE ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les Parties à la présente Convention,

Considérant le rôle fondamental des traités dans l' histoire des relations internationales,

Conscientes du caractère consensuel des traités et de leur importance de plus en plues grande en tant que source du droit international,

Constatant que les principes du libre consentement et de la bonne foi et la règle pacta sunt servanda sont universellement reconnus,

Affirmant qu'il importe de renforcer le processus de codification et de développement progressif du droit international dans le monde entier,

Convaincues que la codification et le développement progressif des règles applicables aux traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales sont des moôens de consolider l'ordre juridique dans les relations internationales et de servir les buts des Nations Unies,

Conscientes des principes de droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies, tels que les principes concernant l' égalité des droits des peuples et leur droit à disposer d'eux—mêmes, l' égalité souveraine et l' indépendance de tous les Etats, la non—ingérence dans les affaires intérieures des Etats,

l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités,

Conscientes des liens entre, d'une part, le droit des traités entre Etats et, d' autre part, le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales,

Considérant l' importance des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales en tant que moôen efficace de développer les relations internationales et de créer les conditions d'une coopération pacifique entre les nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux,

Ayant présents à l'esprit les traits particuliers des traités auxquels des organisations internationales sont parties en tant que sujets du droit international distincts des Etats,

Notant que les organisations internationales jouissent de la capacité de conclure des traités qui leur est nécessaire pour exercer leurs fonctions et atteindre leurs buts,

Conscientes que la pratique des organisations internationales lors de la conclusion de traitès avec des Etats ou entre elles devrait être conforme à leurs actes constitutifs,

Affirmant qu' aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte à celles des relations entre une organisation internationale et ses membres qui sont régies par les règles de l'organisation,

Affirmant également que les différends concernant les traités devraient, comme les autres différends internationaux, être réglés, conformément à la Charte des Nations Unies, par des moôens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international,

Affirmant également que les règles du droit international coutumier continueront à règir les questions non règlées dans les dispositions de la présente Convention.

Sont convenues de ce qui suit:

PARTIE I

INTRODUCTION

Article premier

Portée de la présente Convention

La présente Convention s' applique:

a) aux traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, et

b) aux traités entre des organisations internationales.

Article 2

Expressions employées

1. Aux fins de la présente Convention:

a) l' expression «traité» s' entend d'un accord international régi par le droit international et conclu pat écrit

i) entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales; ou

ii) entre des organisations internationales;

que cet accord soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière;

b) l' expression «ratification» s' entend de l' acte international ainsi dénommé par lequel un Etat établit sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

b bis) l' expression «acte de confirmation formelle» s' entend d' un acte international correspondant à celui de la ratification par un Etat et par lequel une organisation internationale établit sur le plan international son consentement à être liée par un traité;

b ter) les expressions «acceptation», «approbation» et »adhésion» s' entendent, selon le cas de l' acte international ainsi dénommé par lequel un etat ou une organisation internationale établit, sur le plan international son consentement à être lié par un traité;

c) l' expression «pleins pouvoirs» s' entend d' un document émanant de l' autorité compétente d' un Etat ou de l' organe compétent d' une organisation internationale et désignant une ou plusieurs personnes pour représenter l' Etat ou l' organisation pour la négociation, l' adoption ou l' authentification du texte d' un traité, pour exprimer le consentement de l' Etat ou de l' organisation à être lié par un traité ou pour accomplir tout autre acte à l' égard du traité;

d) l' expression «réserve» s' entend d' une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat ou par une organisation interantionale à la signature, à la ratification, à l' acte de confirmation formelle, à l' acceptation ou à l' approbation d' un traité ou à l' adhésion à celui–ci, par laquelle cet Etat ou cette organisation vise à exclure ou à modifier l' effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat ou à cette organisation;

e) l' expression «Etat aöant participé à la négociation» et l' expression «organisation ayant participé à la négociation» s' entendent respectivement

i) d' un Etat;

ii) d' une organisation internationale;

ayant participé à l' élaboration et à l' adoption du texte du traité;

f) l' expression «Etat contractant» et l' expression «organisation contractante» s' entendent respectivement

i) d' un Etat;

ii) d' une organisation internationale;

ayant consenti à être lié par le traité, que le traité soit entré en vigueur ou non;

g) l' expression «partie» s' entend d' un Etat ou d' une organisation internationale qui a consenti à étré lié par le traité et à l' égard duquel le traité est en vigueur;

h) l' expression «Etat tiers» et l' expression «organisation tierce» s' entendent respectivement

i) d' un Etat;

ii) d' une organisation internationale;

qui n' est pas partie au traité;

i) l' expression «organisation internationale» s' entend d' une organisation intergouvernementale;

j) l' expression «règles de l' organisation» s' entend notamment des actes constitutifs de l' organisation, des décisions et résolutions adoptées conformément auxdits actes et de la pratique bien pratique bien établie de l' organisation.

2. Les dispositions du paragraphe 1 concernant les expressions emploöées dans la présente Convention ne préjudicient pas à l' emploi de ces expressions ni au sens qui peut leur être donné dans le droit interne d' un Etat ou dans les règles d' une organisation internationale.

Article 3

Accords internationaux n' entrant pas dans le carde de la présente Convention

Le fait que la présente Convention ne s' applique

i) ni aux accords internationaux auxquels sont parties un ou ou plusieurs Etats, une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusieurs sujets du droit international autres que des Etat ou des organisations;

ii) ni aux accords internatiönaux auxquels sont parties une ou plusieurs organisations internationales et un ou plusiers sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations;

iii) ni aux accords internationaux non écrits entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, ou entre des organisations internationales;

iv) ni aux accords internationaux entre sujets du droit international autres que des Etats ou des organisations internationales;

ne porte pas atteinte a) à la valeur juridique de tels accords;

b) à l' application à ces accords de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles ils seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention;

c) à l' application de la Convention aux relations entre Etats et organisations internationales ou aux relations entre organisations, lorsque lesdites relations sont régies par des accords internationaux auxquels sont également parties d' autres sujets du droit international.

Article 4

Non–rétroactivité de la présente Convention

Sans préjudice de l' application de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles les traités entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou entre des organisations internationales seraient soumis en vertu du droit international indépendamment de ladite Convention, celle–ci s' applique uniquement à de tels traités conclus après son entrée en vigueur à l' égard de ces Etats et de ces organisations.

Article 5

Traités constitutifs d' organisations internationales et traités adoptés au sein d' une organisation internationale

La présente Convention s' applique à tout traité entre un ou plusieurs Etats et une plusieurs organisations qui est l' acte constitutif d' une organisation internationale et à tout traité adopté au sein d' une organisation internationale, sous réserve de toute règle pertinente de l' organisation.

## PARTIE II

## CONCLUSION ET ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES
## SECTION 1. CONCLUSION DES TRAITES

Article 6

Capacité des organisations internationales de conclure des traités

La capacité d' une organisation internationale de conclure des traités est régie par les règles de cette organisation.

Article 7

Pleins pouvoirs

1. Une personne est considérée comme représentant un Etat pour l' adoption ou l' authentification du texte d' un traité ou pour exprimer le consentement de l' Etat à être lié par un traité:

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s' il ressort de la pratique ou d' autres circonstances qu' il était de l' intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l' Etat à ces fins sans présentation de pleins pouvoirs.

2. En vertu de leurs fonctions et sans avoir à produire de pleins pouvoirs, sont considérés comme représentant leur Etat:

a) les chefs d' Etat, les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères, pour tous les actes relatifs à la conclusion d' un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales;

b) les représentants accrédités par les Etats à une conférence internationale, pour l' adoption du texte d' un traité entre des Etats et des organisations internationales;

c) les représentants accrédités par les Etats auprès d' une organisation internationale ou de l' un de ses organes, pour l' adoption du texte d' un traité au sein de cette organisation ou de cet organe;

d) les chefs de missions permanentes auprès d' une organisation internationale, pour l' adoption du texte d' un traité entre les Etats accréditants et cette organisation.

3. Une personne est considérée comme représentant une organisation internationale pour l' adoption ou l' authentification du texte d' un traité ou pour exprimer le consentement de cette organisation à être liée par un traité:

a) si cette personne produit des pleins pouvoirs appropriés; ou

b) s' il ressort de circonstances qu' il était de l' intention des Etats et des organisations internationales concernés de considérer cette personne comme représentant l' organisation à ces fins, conformément aux règles de ladite organisation, sans présentation de pleins pouvoirs.

Article 8

Confirmation ultérieure d' un acte accompli sans autorisation

Un acte relatif à la conclusion d' un traité accompli par une personne qui ne peut, en vertu de l' article 7, être considérée comme autorisée à représenter un Etat ou une organisation internationale à cette fin est sans

effet juridique, à moins qu' il ne soit confirmé ultérieurement par cet Etat ou cette organisation.

### Article 9

### Adoption du texte

1. L' adoption du texte d' un traité s' effectue par le consentement de tous les Etats et de toutes les organisations internationales ou, selon le cas, de toutes les organisations participant à son élaboration, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2.

2. L' adoption du texte d' un traité à une conférence internationale s' effectue conformément à la procédure dont sont convenus les participants à ladite conférence. Si cependant ces derniers ne parviennent pas à un accord sur cette procédure, l' adoption du texte s' effectuera par un vote à la majorité des deux tiers des participants présents et votants, à moins qu' ils ne décident, à la mime majorité, d' appliquer une règle différente.

### Article 10

### Authentification du texte

1. Le texte d' un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est arrité comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les Etats et par les organisations participant à l' élaboration du traité; ou

b) à défaut d' une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces Etats et de ces organisations, du texte du traité ou de l' acte final d' une conférence dans lequel le texte est consigné.

2. Le texte d' un traité entre des organisations internationales est arrité comme authentique et définitif

a) suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les organisations participant à son élaboration; ou

b) à défaut d' une telle procédure, par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, par les représentants de ces organisations, du texte du traité ou de l' acte final d' une conférence dans lequel le texte est consigné.

### Article 11

### Modes d' expression du consentement

à être lié par un traité.

1. Le consentement d' un Etat à être lié par un traité peut être exprimé par la signature, l' échange d' instruments constituant un traité, la ratification, l' acceptation, l' approbation ou l' adhésion, ou par tout autre moyen convenu.

2. Le consentement d' une organisation internationale à être liée par un traité peut être exprimé par la signature, l' échange d' instruments constituant un traité, un acte de confirmation formelle, l' acceptation, l' approbation ou l' adhésion, ou par tout autre moöen convenu.

### Article 12

### Expression, par la signature, du consentement

à être lié par un traité.

1. Le consentement d' un Etat ou d' une organisation internationale à être lié par un traité s' exprime par la signature du représentant de cet Etat ou de cette organisation:

a) lorsque le traité prévoit que la signature aura cet effet;

b) lorsqu' il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations aôant participé à la négociation étaient convenus que la signature aurait cet effet; ou

c) lorsque l' intention de l' Etat ou de l' organisation de donner cet effet à la signature ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée ou cours de la négociation.

2. Aux fins du paragraphe 1:

a) le paraphe du texte vaut signature du traité lorsqu'il est établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations aôant participé à la négociation en étaient ainsi convenus;

b) la signature ad referendum d' un traité par le représentant d' un Etat ou d' une organisation internationale, si elle est confirmée par cet Etat ou cette organisation, vaut signature définitive du traité.

### Article 13

### Expression, par l' échange d' instruments constituant un traité, du consentement à être lié par un traité

Le consentement des Etats ou des organisations internationales à être liés par un traité consitué par les instruments échangés entre eux s' exprime par cet échange:

a) lorsque les instruments prévoient que leur échange aura cet effet; ou

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que ces Etats et ces organisations ou, selon le cas, ces organisations étaient convenus que l' échange des instruments aurait cet effet.

### Article 14

### Expression, par la ratificcation, un acte de confirmation formelle, l' acceptation ou l' approbation,

du consentement à être lié par un traité

1. Le consentement d' un Etat à être lié par un traité s' exprime par la ratification

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s' exprime par la ratification;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que la ratification serait requise;

c) lorsque le représentant de cet Etat a signé le traité sous réserve de ratification; ou

d) lorsque l' intention de cet Etat de signer le traité sous réserve de ratification ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

2. Le consentement d' une organisation internationale à être liée par un traité s' exprime par un acte de confirmation formelle.

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement s' exprime par un acte de confirmation formelle;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations aôant participé à la négociation étaient convenus qu' un acte de confirmation formelle serait requis;

c) lorsque le représentant de cette organisation a signé le traité sous réserve d' un acte de confirmation formelle; ou

d) lorsque l' intention de cette organisation de signer le traité sous réserve d' un acte de confirmation formelle ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exrimée ou cours de la négociation.

3. Le consentement d' un Etat ou d' une organisation internationale à être lié par un traité s' exprime par l' acceptation ou l' approbation dans des conditions analogues à celles qui s' appliquent à la ratification ou, selon le cas, à un acte de confirmation formelle.

### Article 15

### Expression, par l'adhésion, du consentement à être lié par un traité

Le consentement d' un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité s' exprime par l' adhésion:

a) lorsque le traité prévoit que ce consentement peut être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d' adhésion;

b) lorsqu'il est par ailleurs établi que les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation étaient convenus que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d' adhésion; ou

c) lorsque toutes les parties sont convenues ultérieurement que ce consentement pourrait être exprimé par cet Etat ou cette organisation par voie d' adhésion.

### Article 16

### Echange ou dépôt des instruments de ratification, de confirmation formelle, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments de ratification, les instruments relatifs à un acte de confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales au moment :

a) de leur échange entre les Etats contractants et les organisations contractantes;

b) de leur dépôt auprès du dépositaire; ou

c) de leur notification aux Etats contractants et aux organisations contractantes ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, les instruments relatifs à un acte de confirmation formelle ou les instruments d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'une organisation internationale à être lieé par un traité entre des organisations internationales au moment

a) de leur échange entre les organisations contractantes;

b) de leur dépôt du dépositaire; ou

c) de leur notification aux organisations contractantes ou au dépositaire, s'il en est ainsi convenu.

Article 17

Consentement à être lié par une partie d'un traité et choix entre des dispositions différentes

1. Sans préjudice des articles 19 à 23, le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par une partie d'un traité ne produit effet que si le traité le permet ou si les Etats contractants et les organisations contractantes ou, selon le cas, les organisations contractantes y consentent.

2. Le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité qui permet de choisir entre des dispositions différentes ne produit effet que si les dispositions sur lesquelles il porte sont clairement indiqueés.

Article 18

Obligation de ne pas priver un traité de son objet et de son but avant son entreé en vigueur

Un Etat ou une organisation internationale doit s'abstenir d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but

a) lorsque cet Etat ou cete organisation a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, tant que cet Etat ou cette organisation n' a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité; ou

b) lorsque cet Etat ou cette organisation a exprimé son consentement à être lié par le traité, dans la période qui précède l' entrée en vigueur du traité et à condition que celle—ci ne soit pas indûment retardée.

SECTION 2. RESERVES

Article 19

Formulation des réserves

Un Etat ou une organisation internationale, au moment de signer, de ratifier, de confirmer formellement, d'accepter, d'approuver un traité ou d'ô adhérer, peut formuler une réserve, à moins

a) que la réserve ne soit interdite par le traité;

b) que le traité ne dispose que seules des réserves déterminées, parmi lesquelles ne figure pas la réserve en question, peuvent être faites; ou

c) que, dans les cas autres que ceux visés aux alinéas a) et b), la réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but du traité.

Article 20

Acceptation des réserves et objections aux réserves

1. Une réserve expressément autorisée par un traité n' a pas à être ultérieurement acceptée par les Etats contractants et par les organisations contractantes ou, selon le cas, par les organisations contractantes, à moins que le traité ne le prévoie.

2. Lorsqu'il ressort du nombre restreint dEtats et d'organisations ou, selon le cas, d'organisations aôant participé à la négociation, ainsi que de l'objet et du but d'un traité, que l' application du traité dans son intégralité entre toutes les parties est une condition essentielle du consentement de chacune d'elles à être liée par le traité, une réserve doit être acceptée par toutes les parties.

3. Lorsqu'un traité est un acte constitutif d'une organisation internationale et à moins qu'il n'en dispose autrement, une réserve exige l'acceptation de l'organe compétent de cette organisation.

4. Dans les cas autres que ceux visés aux paragraphes précédents et à moins que le traité n'en dispose autrement,

a) l'acceptation d'une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante fait de ÌEtat ou de l'organisation internationale auteur de la réserve, une partie au traité par rapport à ÌEtat ou à l'organisation ayant accepté la réserve, si le traité est en vigueur ou lorsqu'il entre en vigueur pour l'auteur de la réserve et ÌEtat ou l'organisation qui a accepté la réserve;

b) l'objection faite à une réserve par un Etat contractant ou par une organisation contractante n' empiche pas le traité d'entrer en vigueur entre ÌEtat ou l'organisation internationale qui a formulé l'objection et ÌEtat ou l'organisation auteur de la réserve, à moins que l'intention contraire n'ait été nettement exprimeé par l' Etat ou par l' organisation qui a formulé l' objection;

c) un acte exprimant le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par le traité et contenant une réserve prend effet dès qu'au moins un Etat contractant ou une organisation contractante a accepté la réserve.

5. Aux fins des paragraphes 2 et 4 et à moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve est réputée avoir été acceptée par un Etat ou une organisation internationale si ces derniers n'ont pas formulé d'objection à la réserve soit à l'expiration des douàe mois qui suivent la date à laquelle ils en ont reçu notification, soit à la date à laquelle ils ont exprimé leur consentement à être liés par le traité, si celle—ci est postérieure.

Article 21

Effets juridiques des réserves et des objections aux réserves

1. Une réserve établie à l'égard d'une autre partie conformément aux articles 19, 20 et 23:

a) modifie pour ÌEtat ou pour l'organisation internationale auteur de la réserve dans ses relations avec cette autre partie les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve; et

b) modifie ces dispositions dans la mime mesure pour cette autre partie dans ses relations avec l' Etat ou avec l' organisation internationale auteur de la réserve.

2. La réserve ne modifie pas les dispositions du traité pour les autres parties au traité dans leurs rapports inter se.

3. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale qui a formulé une objection à une réserve ne s'est pas opposé à l'entrée en vigueur du traité entre lui—mime ou elle—mime et ÌEtat ou l'organisation auteur de la réserve, les dispositions sur lesquelles porte la réserve ne s'appliquent pas entre l'auteur de la réserve et ÌEtat ou l'organisation qui a formulé l'objection, dans la mesure prévue par la réserve.

Article 22

Retrait des réserves et des objections aux réserves

1. A moins que le traité n'en dispose autrement, une réserve peut à tout moment être retir]ee sans que le consentement de ÌEtat ou de l'organisation internationale qui a accept]e la réserve soit nécessaire pour son retrait.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement, une objection à une réserve peut à tout moment être retirée.

3. A moins que le traité n'en dispose ou qu'il n'en soit convenu autrement,

a) le retrait d'une réserve ne prend effet à l'égard d'un Etat contractant ou d'une organisation contractante que lorsque cet Etat ou cette organisation en a reçu notification;

b) le retrait d'une objection à une réserve ne prend effet que lorsque ÌEtat ou l'organisation internationale qui a formulé la réserve a reçu notification de ce retrait.

Article 23

Procédure relative aux réserves

1. La réserve, l'acceptation expresse d'une réserve et l'objection à une réserve doivent être formulées par écrit et communiquées aux Etats contractants et aux organisations contractantes et aux autres Etats et autres organisations internationales aôant qualité pour devenir parties au traité.

2. Lorsqu' elle est formulée lors de la signature du traité sous réserve de ratification, d'un acte de confirmation formelle, d'acceptation ou d'approbation, une réserve doit être confirmée formellement par ÌEtat ou par l'organisation internationale qui en est l'auteur, au moment où il exprime son consentement à être lié par le traité. En pareil cas, la réserve sera réputée avoir été faite à la date à laquelle elle a été confirmée.

3. Une acceptation expresse d'une réserve ou d'une objection faite à une réserve, si elles sont antérieures à la confirmation de cette dernière, n' ont pas besoin d' être elles—mimes confirmées.

4. Le retrait d'une réserve ou d'une objection à une réserve doit être formulé par écrit.

SECTION 3. ENTREE EN VIGUEUR DES TRAITES ET APPLICATION A TITRE PROVISOIRE

Article 24

Entrée en vigueur

1. Un traité entre en vigueur suivant les modalités et à la date fixées par ses dispositions ou par un accord entre les Etats et les organisations ou, selon le cas, entre les organisations aôant participé à la négociation.

2. A défaut de telles dispositions ou d'un tel accord, un traité entre en vigueur dès que le consentement à être lié par le traité a été établi pour tous les Etats et toutes le organisations ou, selon le cas, pour toutes les organisations aôant participé à la négociation.

3. Lorsque le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité est établi à une date postérieure à l'entrée en vigueur dudit traité, celui–ci, à moins qu'il n'en dispose autrement, entre en vigueur à l'égard de cet Etat ou de cette organisation à cette date.

4. Les dispositions d'un traité qui réglementent l'authentification du texte, l'établissement du consentement à être lié par le traité, les modalités ou la date d'entrée en vigueur, les réserves, les fonctions du dépositaire, ainsi que les autres questions qui se posent nécessairement avant l'entrée en vigueur du traité, sont applicables dès l'adoption du texte.

Article 25

Application à titre provisoire

1. Un traité ou une partie d' un traité s' applique à têtre provisoire en attendant son entrée en vigueur

a) si le traité lui–mime en dispose ainsi; ou

b) si les Etats et les organisations ou, selon le cas, les organisations ayant participé à la négociation en étaient ainsi convenus d'une autre manière.

2. A moins que le traité n'en dispose autrement ou que les Etats et les organisations internationales aôant participé à la négociation ou, selon le cas, les organisations aôant participé à la négociation n'en soient convenus autrement, l' application à têtre provisoire d'un traité ou d'une partie d'un traité à l'égard d'un Etat ou d'une organisation prend fin si cet Etat ou cette organisation notifie aux Etats et aux organisations entre lesquels le traité est appliqué provisoirement son intention de ne pas devenir partie au traité.

PARTIE III

RESPECT, APPLICATION ET INTERPRETATION DES TRAITES

SECTION 1, RESPECT DES TRAITES

Article 26

Pacta sunt servanda

Tout traité en vigueur lie les parties et droit être exécuté par elles de bonne foi.

Article 27

Droit interne des Etats, règles des organisations internationales et respect des traités

1. Un Etat partie à un traité ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non–exécution du traité.

2. Une organisation internationale partie à un traité ne peut invoquer les règles de l' organisation comme justifiant la non–exécution du traité.

3. Les règles énoncées dans les paragraphes précédents sont sans préjudice de l' article 46.

SECTION 2. APPLICATION DES TRAITES

Article 28

Non–rétroactivité des traités

A moins qu' une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, les dispositions d' un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou fait antérieur à la date d' entrée en vigueur de ce traité au regard de cette partie ou une situation qui avait cessé d' exister à cette date.

Article 29

Application territoriale des traités

A moins qu' une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales lie chacun des Etats parties à l' égard de l' ensemble de son territoire.

Article 30

Application de traités successifs portant sur la mime matière

1. Les droits et obligations des Etats et organisations internationales parties à des traités successifs portant sur la mime matière sont déterminés conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu' un traité précise qu' il est subordonné à un traité antérieur ou postérieur ou qu' il ne doit pas être considéré comme incompatible avec cet autre traité, les dispositions de celui–ci l' emportent.

3. Lorsque toutes les parties au traité antérieur sont également parties au traité postérieur, sans que le traité antérieur ait pris fin ou que son application ait été suspendue en vertu de l' article 59, le traité antérieur ne s' applique que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles du traité postérieur.

4. Lorsque les parties au traité antérieur ne sont pas toutes parties au traité postérieur:

a) dans les relations entre deux parties, qui sont chacune partie aux deux traités, la règle applicable est celle qui est énoncée au paragraphe 3;

b) dans les relations entre une partie aux deux traités et une partie à un traité seulement, le traité auquel elles sont toutes deux parties régit leurs droit et obligations réciproques.

5. Le paragraphe 4 s' applique sans préjudice de l' article 41, de toute question d' extinction ou de suspension de l' application d' un traité aux termes de l' article 60, ou de toute question de responsabilité qui peut naNtre pour un Etat ou une organisation internationale de la conclusion ou de l' application d' un traité dont les dispositions sont incompatibles avec les obligations qui lui incombent à l' égard d' un Etat ou d' une organisation en vertu d' un autre traité.

6. Les paragraphes précédents sont sans préjudice du fait qu' en cas de conflit entre les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et les obligations découlant d' un traité, les premières prévaudront.

SECTION 3. INTERPRETATION DES TRAITES

Article 31

Règle générale d' interprétation

1. Un traité doit ětre interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

2. Aux fins de l' interprétation d' un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:

a) tout accord aôant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l' occasion de la conclusion du traité;

b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l' occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu' instrument ayant rapport au traité.

3. il sera tenu compte, en mime temps que du contexte:

a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l' interprétation du traité ou de l' application de ses dispositions;

b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l' application du traité par laquelle est établi l' accord des parties à l' égard de l' interprétation du traité;

c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s' il est établi que telle était l' intention des parties.

Article 32

Moyens complémentaires d' interprétation

Il peut ětre fait appel à des moôens complémentaires d' interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue soit de confirmer le sens résultant

de l' application de l' article 31, soit de déterminer le sens lorsque l' interprétation donnée confornément à l' article 31

a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou

b) conduit à un résultat qui est manifestement ou déraisonnable.

Article 33

Interprétation de traités authentifiés deux ou plusieurs langues

1. Lorsqu' un traité a été authentifié en deux ou plusieurs langues, son texte fait foi dans chacune de ces langues, à moins, que le traité ne dispose ou que les parties ne conviennent qu' en cas de divergence un texte déterminé l' emportera.

2. Une version du traité dans une langue autre que l' une de celles dans lesquelles le texte a été authentifié ne sera considérée comme texte authentique que si le traité le prévoit ou si les parties en sont convenues.

3. Les termes d' un traité sont présumés avoir le mime sens dans les divers textes authentiques.

4. Sauf le cas où un texte déterminé l' emporte conformément au paragraphe 1, lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaNtre une différence de sens que l' application des articles 31 et 32 ne permet pas d' éliminer, on adoptera les sens qui, compte tenu de l' objet et du but traité, concilie le mieux ces textes.

SECTION 4. TRAITES ET ETATS TIERS OU ORGANISATIONS TIERCES

Article 34

Règle générale concernant les Etats tiers ou les organisations tierces

Un traité ne crée ni obligations ni droits pour un Etat tiers ou pour une organisation tierce sans le consentement de cet Etat ou de cette organisation.

Article 35

Traités prévoôant des obligations pour des Etats tiers ou des organisations tierces

Une obligation naNt pour un Etat tiers ou une organisation tierce d' une disposition d' un traité si les parties à ce traité entendent créer l' obligation au moôen de cette disposition et si l' Etat tiers ou l' organisation tierce accepte expressément par écrit cette obligation. L' acceptation par l' organisation tierce d' une telle obligation est régie par les règles de cette organisation.

Article 36

Traités prévoôant des droits pour des Etats tiers ou des organisations tierces

1. Un droit naît pour un Etat tiers d' une disposition d' un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l' Etat tiers ou à un groupe d' Etats auquel il appartient, soit à tous les Etats, et si l' Etat tiers ô consent. Le consentement est présumé tant qu' il n'ô a pas d' indication contraire, à moins que le traité n' en dispose autrement.

2. Un droit naNt pour une organisation tierce d' une disposition d' un traité si les parties à ce traité entendent, par cette disposition, conférer ce droit soit à l' organisation tierce ou à un groupe d' organisations internationales auquel elle appartient, soit à toutes les organisations, et si l' organisation tierce ô consent. Le consentement est régi par les régles de l' organisation.

3. Un Etat ou une organisation internationale qui exerce un droit en application du paragraphe 1 ou 2 est tenu de respecter, pour l' exercise de ce droit, les conditions prévues dans le traité ou établies conformément à ses dispositions.

Article 37

Révocation ou modification d' obligations ou de droits d' Etats tiers ou d' organisations tierces

1. Au cas où une obligation est née pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l' article 35, cette obligation ne peut être révoquée ou modifiée que par le consentement des parties au traité et de l' Etat tiers ou de l' organisation tierce, à moins qu'il ne soit établi qu' elles en étaient convenues autrement.

2. Au cas où un droit est né pour un Etat tiers ou une organisation tierce conformément à l' article 36, ce droit ne peut par être révoqué ou modifié par les parties s' il est établi qu' il était destiné à ne pas être révocable ou modifiable sans le consentement de l' Etat tiers ou de l' organisation tierce.

3. Le consentement d' une organisation internationale partie au traité ou d' une organisation tierce, prévu aux paragraphes que précèdent, est régi par les règles de cette organisation.

Article 38

Règles d' un traité devenant obligatoires pour des Etats tiers ou des organisations tierces par la formation d' une coutume internationale

Aucune disposition des articles 34 à 37 ne s' oppose à ce qu' une règle énoncée dans un traité devienne obligatoire pour un Etat tiers ou une organisation tierce en tant que règle coutumière de droit international reconnue comme telle.

PARTIE IV

AMENDEMENT ET MODIFICATION DES TRAITES

Article 39

Règle générale relative à l' amendement des traités

1. Un traité peut être amendé par accord entre les parties. Sauf dans la mesure où le traité en dispose autrement, les r[egles énoncées dans la partie ii s' appliquent à un tel accord.

2. Le consentement d' une organisation internationale à un accord prévu au paragraphe 1 est régi par les règles de cette organisation.

Article 40

Amendement des traités multilatéraux

1. A moins que le traité n' en dispose autrement, l' amendement des traités multilatéraux est régi par les paragraphes suivants.

2. Toute proposition tendant à amender un traité multilatéral dans les relations entre toutes les parties doit être notifiée à tous les Etats contractants et à toutes les organisations contractantes, et chacun d' eux est en droit de prendre part

a) à la décision sur la suite à donner à cette proposition;

b) à la négociation et à la conclusion de tout accord aôant pour objet d' amender le traité.

3. Tout Etat ou toute organisation internationale aôant qualité pour devenir partie au traité a également qualité pour devenir partie au traité tel qu' il est amendé.

4. L' accord portant amendement ne lie pas les Etats ou les organisations internationales qui sont déjà parties au traité et qui ne deviennent pas parties [a cet accord; l' alinéa b) du paragraphe 4 de l' article 30 s' applique à l' égard de ces Etats ou de ces organisations.

5. Tout Etat ou toute organisation internationale qui devient partie au traité après l' entrée en vigueur de l' accord portant amendement est, faute d' avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant

a) partie au traité tel qu' il est amendé; et

b) partie au traité non amendé au regard de toute partie au traité qui n' est par liée par l' accord portant amendement.

Article 41

Accords aôant pour objet de modifier des traités multilatéraux dans les relations entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de modifier le traité dans leurs relations mutuelles seulement

a) si la possibilité d' une telle modification est prévue par le traité; ou

b) si la modification en question n' est par interdite par le traité, à condition qu' elle:

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu' elles tiennent du traité ni à l' exécution de leurs obligations; et

ii) ne porte par sur une disposition à laquelle il ne peut être dérogé sans qu' il ô ait incompatibilité avec la réalisation effective de l' objet et du but du traité pris dans son ensemble.

2. A moins que, dans le cas prévu à l' alinéa a) du paragraphe 1, le traité n' en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l' accord et les modifications que ce dernier apporte au traité.

## PARTIE V
## NULLITE, EXTINCTION ET SUSPENSION DE L APPLICATION DES TRAITES

### SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 42

Validité et maintien en vigueur des traités

1. La validité d'un traité ou du consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un tel traité ne peut être contestée qu'en application de la présente Convention.

2. L'extinction d'un traité, sa dénonciation ou le retrait d'une partie ne peuvent avoir lieu qu'en application des dispositions du traité ou de la présente Convention. La mime règle vaut pour la suspension de l'application d'un traité.

#### Article 43

Obligations imposées par le droit international indépendamment d'un traité

La nullité, l'extinction ou la dénonciation d'un traité, le retrait d'une des parties ou la suspension de l'application du traité, lorsqu'ils résultent de l'application de la présente Convention ou des dispositions du traité, n'affectent en aucune manière le devoir d'un Etat ou d'une organisation internationale de remplir toute obligation énoncée dans le traité à laquelle cet Etat ou cette organisation est soumis en vetru du droit international indépendamment dudit traité.

#### Article 44

Divisibilité des dispositions d'un traité

1. Le droit pour une partie, prévu dans un traité ou résultant de l'article 56, de dénoncer le traité, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application ne peut être exercé qu'à l'égard de l'ensemble du traité, à moins que ce dernier n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement.

2. Une cause de nullité ou d'extinction d'un traité, de retrait d'une des parties ou de suspension de l'application du traité reconnue aux termes de la présente Convention ne peut être invoquée qu'à l'égard de l'ensemble du traité, sauf dans les conditions prévues aux paragraphes suivants ou à l'article 60.

3. Si la cause en question ne vise que certaines clauses déterminées, elle ne peut être invoquée qu'à l'égard de ces seules clauses lorsque

a) ces clauses sont séparables du reste du traité en ce qui concerne leur exécution;

b) il ressort du traité ou il est par ailleurs établi que l'acceptation des clauses en question n'a pas constitué pour l'autre partie ou pour les autres parties au traité une base essentielle de leur consentement à être liées par le traité dans son ensemble; et

c) il n'est pas injuste de continuer à exécuter ce qui subsiste du traité.

4. Dans les cas relevant des articles 49 et 50, lEtat ou l'organisation internationale qui a le droit d' invoquer le dol ou la corruption peut le faire soit à l'égard de l'ensemble du traité soit, dans le cas visè au paragraphe 3, à l'ègard seulement de certaines clauses déterminées.

5. Dans les cas prévues aux articles 51,, 52 et 53, la division des dispositions d'un traité n'est pas admise.

#### Article 45

Perte du droit d'invoquer une cause de nullité d' un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application

1. Un Etat ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, aprés avoir eu connaissance des faits, cet Etat

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d' être applicable; ou

b) doit, à raison de sa conduite, être considéré comme ayant acquiescé, selon le cas, à la validité du traité ou à son maintien en vigueur ou en application.

2. Une organisation internationale ne peut plus invoquer une cause de nullité d'un traité ou un motif d'y mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application en vertu des articles 46 à 50 ou des articles 60 et 62 si, après avoir eu connaissance des faits, cette organisation

a) a explicitement accepté de considérer que, selon le cas, le traité est valable, reste en vigueur ou continue d' être applicable; ou

b) doit, à raison de la conduite de l'organe compétent, être considérée comme ayant renoncé au droit d'invoquer cette cause ou ce motif.

### SECTION 2. NULLITE DES TRAITES

#### Article 46

Dispositions du droit interne d'un Etat et régles d' une organisation internationale concernant la compétence pour conclure des traités

1. Le fait que le consentement d'un Etat à être lié par un traité a été exprimé en violation d'une disposition de son droit interne concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par ce Etat comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle de son droit interne d'importance fondamentale.

2. Le fait que le consentement d'une organisation internationale à être liée par un traité exprimé en violation des règles de l'organisation concernant la compétence pour conclure des traités ne peut être invoqué par cette organisation comme viciant son consentement, à moins que cette violation n'ait été manifeste et ne concerne une règle d'importance fondamentale.

3. Unè violation est manifeste si elle est objectivement évidente pour tout Etat ou toute organisation internationale se comportant en la matière conformément à la pratique habituelle des Etats et, le cas échéant, des organisations internationales et de bonne foi.

#### Article 47

Restriction particulière du pouvoir d'expimer le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale

Si le pouvoir d'un représentant d'exprimer le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale à être lié par un traité déterminé a fait l'objet d'une restriction particulière, le fait que ce représentant n'a pas tenu compte de celle–ci ne peut pas être invoqué comme viciant le consentement qu'il a exprimé, à moins que la rèstriction n'ait été notifiée, avant l'expression de ce consentement, aux Etats et aux organisations ayant participé à la négociation.

#### Article 48

Erreur

1. Un Etat ou une organisation internationale peut invoquer une erreur dans un traité comme viciant son consenetement à être lié par le traité si l'erreur porte sur un fait ou unè situation que cet Etat ou cette organisation supposait exister au moment où le traité a été conclu et qui constituait une base essentielle du consentement de cet Etat ou de cette organisation à être lié par le traité.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque ledit Etat ou ladite organisation internationale a contribué à cette erreur par son comportement ou lorsque les circomstances ont été telles qu'il ou elle devait être averti de la possibilité d'une erreur.

3. Une erreur ne concernant que la rédaction du texte d'un traité ne porte pas atteinte à sa validité; dans ce cas, l'article 80 s'applique.

#### Article 49

Dol

Un Etat ou une organisation internationale amené à conclure un traité par la conduite frauduleuse d'un Etat ou d'une organisation aôant participé à la négociation peut invòquer le dol comme viciant son consentement à être lié par le traité.

#### Article 50

Corruption du représentant d'un Etat où d'une organisation internationale

Un Etat ou une organisation internationale dont l'expression du consentement à être lié par un traité a été obtenue au moöen de la corruption de son représentant, par l'action directe ou indirecte d'un Etat ou d'une orgnanisation aôant participé à la négociation, peut invoquer cette corruption comme viciant son consentement à être lié par le traité.

Article 51

Contrainte exercée sur le représentant d'un Etat ou d'une organisation internationale

L'expression par un Etat ou par une organisation internationale du consentement à être lié par un traité qui a été obtenu par la contrainte exercée sur le représentant de cet Etat ou de cette organisation au moôen d'actes ou de menaces dirigés contre lui est dépourvue de tout effet juridique.

Article 52

Contrainte exercée sur un Etat ou une organisation internationale par la menace ou l'emploi de la force

Est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Article 53

Traités en conflit avec une norme impérative du droit internationale général (jus cogens)

Est nul tout traité qui, au moment de sa conclusion, est en conflit avec une norme impérative du droit international général. Aux fins de la présente Convention, une norme impérative est une norme acceptée et reconnue par la communauté internationale des Etats dans son ensemble en tant que norme à laquelle aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général aôant le mime caractère.

SECTION 3. EXTINCTION DES TRAITES ET SUSPENSION DE LEUR APPLICATION

Article 54

Extinction d' un traité ou retrait en vertu des dispositions du traité ou par consentement des parties

L' extinction d' un traité ou le retrait d' une partie peuvent avoir lieu

a) conformément aux disposition du traité; ou

b)à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 55

Nombre des parties à un traité multilatéral tombant au – dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur

A moins que le traité n' en dispose autrement, un traité multilatéral ne prend pas fin pour le seul motif que le nombre des parties tombe au–dessous du nombre nécessaire pour son entrée en vigueur.

Article 56

Dénonciation ou retrait dans le cas d' un traité ne contenant pas de dispositions relatives à l' extinction, à la dénonciation ou au retrait

1. Un traité qui ne contient pas de dispositions relatives à son extinction et ne prévoit pas qu'on puisse le dénoncer ou s' en retirer ne peut faire l' objet d' une dénonciation ou d' un retrait, à moins

a) qu' il ne soit établi qu' il entrait dans l' intention des parties d' admettre la possibilité d' une dénonciation ou d' un retrait; ou

b) que le droit de dénonciation ou de retrait ne puisse être déduit de la nature du traité.

2. Une partie doit notifier au moins douàe mois à l' avance son intention de dénoncer un traité ou de s' en retirer conformément aux disposition du paragraphe 1.

Article 57

Suspension de l' application d' un traité en vertu de ses dispositions ou par consentement des parties

L' application d' un traité au regard de toutes les parties ou d' une partie déterminée peut être suspendue

a) conformément aux disposition du traité; ou

b) à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des Etats contractants et des organisations contractantes.

Article 58

Suspension de l' application d' un traité multilatéral par accord entre certaines parties seulement

1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuyent conclure un accord ayant pour objet de suspendre, temporairement et entre elles seulement, l' application de dispositions du traité.

a) si la possibilité d' une telle suspension est prévue par le traité; ou

b) si la suspension en question n' est pas interdite par le traité, à condition qu' elle

i) ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l' exécution de leurs obligations; et

ii) ne soit pas incompatible avec l' objet et le but du traité.

2. A moins que, dans le cas prévu à l' alinéa a) du paragraphe 1, le traité n' en dispose autrement, les parties en question doivent notifier aux autres parties leur intention de conclure l'accord et les dispositions du traité dont elles ont l' intention de suspendre l' application.

Article 59

Extinction d' un traité ou suspension de son application implicites du fait de la conclusion d' un traité postérieur

1. Un traité est considéré comme aôant pris fin lorsque toutes les parties à ce traité concluent ultérieurement un traité portant sur la mime matière et

a) s' il ressort du traité postérieur ou s' il est par ailleurs établi que, selon l' intention des parties, la matière doit être régie par ce traité; ou

b) si les dispositions du traité postérieur sont incompatibles avec celles du traité antérieur à tel point qu' il est impossible d' appliquer les deux traités en mime temps.

2. Le traité antérieur est considéré comme étant seulement suspendu s' il ressort du traité postérieur ou s' il est par ailleurs établi que telle était l' intention des parties.

Article 60

Extinction d'un traité ou suspension de son application comme conséquence de sa violation

1. Une violation substantielle d'un traité bilatéral par l'une des parties autorise l'autre partie à invoquer la violation comme motif pour mettre fin au traité ou suspendre son application en totalité ou en partie.

2. Une violation substantielle d'un traité multilatéral par l'une des parties autorise

a) les autres parties, agissant par accord unanime, à suspendre l' application du traité en totalité ou en partie ou à mettre fin à celui–ci

i) soit dans les relations entre elles–mimes et ÌEtat ou l'organisation internationale auteur de la violation,

ii) soit entre toutes les parties;

b) une partie spécialement atteinte par la violation à invoquer celle–ci comme motif de suspension de l'application du traité en totalité ou en partie dans les relations entre elle–mime et ÌEtat ou l'organisation internationale auteur de la violation;

c) toute partie autre que ÌEtat ou l'organisation internationale auteur de la violation à invoquer la violation comme motif pour suspendre l'application du traité en totalité ou en partie en ce qui la concerne si ce traité est d'une nature telle qu'une violation substantielle de ses dispositions par une partie modifie radicalement la situation de chacune des parties quant à l'exécution ultérieure de ses obligations en vertu du traité.

3. Aux fins du présent article, une violation substantielle d'un traité est constitueé par

a) un rejet du traité non autorisé par la présente Convention; ou

b) la violation d'une disposition essentielle pour la réalisation de l'objet ou du but du traité.

4. Les paragraphes qui précèdent ne portent atteinte à aucune disposition du traité applicable en cas de violation.

5. Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas aux dispositions relatives à la protection de la personne humaine contenues dans des traités, de caractère humanitaire, notamment aux dispositions excluant toute forme de représailles à l'égard des personnes protégées par lesdits traités.

Article 61

Survenance d'une situation rendant l'exécution impossible

1. Une partie peut invoquer l'impossibilité d' exécuter un traité comme motif pour y mettre fin ou pour s'en retirer si cette impossibilité

résulte de la disparition ou destruction définitives d'un objet indispensable à l'exécution de ce traité. Si l'impossibilité est temporaire, elle peut être invoquée seulement comme motif pour suspendre l'application du traité.

2. L'impossibilité d'exécution ne peut être invoquée par une partie comme motif pour mettre fin au traité, pour s'en retirer ou pour en suspendre l'application si cette impossibilité résulte d'une violation, par la partie qui l'invoque, soit d'une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

Article 62

Changement fondamental de circonstances

1. Un changement fondamental de circonstances qui s'est produit par rapport à celles qui existaient au moment de la conclusion d'un traité et qui n'avait pas été prévu par les parties ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin au traité ou pour s'en retirer, à moins que

a) l'existence de ces circonstances n'ait constitué une base essentielle du consentement des parties à être liées par le traité; et que

b) ce changement n'ait pour effet de transformer radicalement la portée des obligations qui restent à exécuter en vertu du traité.

2. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité entre deux ou plusiers Etats et une ou plusieurs organisations internationales ou pour s'en retirer s'il s'agit d' un traité établissant une frontière.

3. Un changement fondamental de circonstances ne peut pas être invoqué comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s' en retirer si le changement fontamental résulte d'une violation, par la partie qui l' invoque, soit d'une obligation du traité, soit d' une obligation du traité, soit de toute autre obligation internationale à l'égard de toute autre partie au traité.

4. Si une partie peut, conformément aux paragraphes qui précèdent, invoquer un changement fondamental de circonstances comme motif pour mettre fin à un traité ou pour s'en retirer, elle peut également ne l'invoquer que pour suspendre l'application du traité.

Article 63

Rupture des relations diplomatiques ou consulaires

La rupture des relations diplomatiques ou consulaires entre Etats parties à un traité entre deux ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales est sans effet sur les relations juridiques établies entre ces Etats par le traité, sauf dans la mesure où l'existance de relations diplomatiques ou consulaires est indispensable à l'application du traité.

Article 64

Survenance d'une nouvelle norme impérative du droit international (jus cogens)

Si une nouvelle norme impérative du droit international général survient, tout traité existant qui est en conflit avec cette norme devient nul et prend fin.

SECTION 4. PROCEDURE

Article 65

Procédure à suivre concernant la nullité d'un traité, son extinction, le retrait d'une partie ou la suspension de l' application du traité

1. La partie qui, sur la base des dispositions de la présente Convention, invoque soit un vice de son consentement à être liée par un traité, soit un motif de contester la validité d'un traité, d'ô mettre fin, de s'en retirer ou d'en suspendre l'application, doit notifier sa prétention aux autres parties. La notification doit indiquer la mesure envisagée à l'égard du traité et les raisons de celle–ci.

2. Si, après un délai qui, sauf en cas d'urgence particulière, ne saurait être inférieur à trois mois à compter de la réception de la notification, aucune partie n'a fait objection, la partie qui a fait la notification peut prendre, dans les formes prévues à l'article 67, la mesure qu'elle a envisagée.

3. Si toutefois une objection a été soulevée par une autre partie, les parties devront rechercher une solution par les moöens indiqués à lArticle 33 de la Charte des Nations Unies.

4. La notification ou l'objection faite par une organisation internationale est régie par les règles de cette organisation.

5. Rien dans les paragraphes qui précèdent ne porte atteinte aux droits ou obligations des parties découlant de toute disposition en vigueur entre elles concernant le règlement des différends.

6. Sans préjudice de l'article 45, le fait qu'un Etat ou une organisation internationale n'ait pas adressé la notification prescrite au paragraphe 1 ne l'empiche pas de faire cette notification en réponse à une autre partie qui demande l'exécution du traité ou qui allègue sa violation.

Article 66

Procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation

1. Si, dans les douäe mois qui ont suivi la date à laquelle l'objection a été soulevée, il n'a pas été possible de parvenir à une solution conformément au paragraphe 3 de l'article 65, les procédures indiquées dans les paragraphes suivants seront appliquées.

2. S'agissant d'un différend concernant l'application ou l'interprétation des articles 53 ou 64:

a) tout Etat partie au différend auquel un ou plusieurs autres Etats sont parties peut, par une requite, saisir la Cour internationale de Justice afin qu'elle se prononce sur le différend;

b) tout Etat partie au différend auquel une ou plusieurs organisations internationales sont parties peut, au besoin par l'intermédiaire d'un Etat Membre de lOrganisation des Nations Unies, prier lAssemblée générale ou le Conseil de sécurité ou, le cas échéant, l'organe compétent d'une organisation internationale qui est partie au différend et autorisée conformément à lArticle 96 de la Charte des Nations Unies, de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

c) si lOrganisation des Nations Unies ou une organisation internationale autorisée conformément à lArticle 96 de la Charte des Nations Unies sont parties au différend, elles peuvent demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice conformément à l'article 65 du Statut de la Cour;

d) toute organisation internationale autre que les organisations visées à l'alinéa c) qui est partie au différend peut, par l'intermédiare d'un Etat Membre de lOrganisation des Nations Unies, suivre la procédure indiquée à l'alinéa b);

e) l'avis donné par la Cour en vertu des alinéas b), c) ou d) sera accepté comme décisif par toutes les parties au différend;

f) s'il n'est pas fait droit à la demande d'avis consultatif présentée en vertu de l'alinéa b), c) ou d), toute partie au différend peut, par notification écrite à l'autre partie ou aux autres parties, soumettre le différend à l'arbitrage conformément aux dispositions de lAnnexe à la présente Convention.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent à moins que toutes les parties à un différend relevant dudit paragraphe ne décident d'un commun accord de le soumettre à une procédure d'arbitrage, notamment à la procédure définie dans lAnnexe à la présente Convention.

4. En cas de différend relatif à l'application ou à l'interprétation de l'un quelconque des articles de la partie V de la présente Convention autre que les articles 53 et 64, toute partie au différend peut mettre en oeuvre la procédure de conciliation prévue à lAnnexe à la Convention en adressant une demande à cet effet au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies.

Article 67

Instruments ayant pour objet de déclarer la nullité d'un traité, d'y mettre fin, de réaliser le retrait ou de suspendre l'application du traité

1. La notification prévue au paragraphe 1 de l'article 65 doit être faite par écrit.

2. Tout acte déclarant la nullité d'un traité, ô mettant fin ou réalisant le retrait ou la suspension de l'application du traité sur la base de ses dispositions ou des paragraphes 2 ou 3 de l'article 65 doit être consigné dans un instrument communiqué aux autres parties. Si l'instrument émanant d'un Etat n'est pas signé par le chef de lEtat, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, le représentant de lEtat qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs. Si l'instrument émane d'une organisation internationale, le représentant de l'organisation qui fait la communication peut être invité à produire ses pleins pouvoirs.

Article 68

Révocation des notifications et des instruments prévus aux articles 65 et 67

Une notification ou un instrument prévus aux articles 65 et 67 peuvent être révoqués à tout moment avant qu'ils aient pris effet.

SECTION 5. CONSEQUENCES DE LA NULLITE, DE L' EXTINCTION OU DE LA SUSPENSION DE L' APPLICATION D' UN TRAITE

Article 69

Conséquences de la nullité d'un traité

1. Est nul un traité dont la nullité est établie en vertu de la présente Convention. Les dispositions d'un traité nul n'ont pas de force juridique.

2. Si des actes ont néanmoins été accomplis sur la base d'un tel traité,

a) toute partie peut demander à toute autre partie d'établir pour autant que possible dans leurs relations mutuelles la situation qui aurait existé si ces actes n'avaient pas été accomplis;

b) les actes accomplis de bonne foi avant que la nullité ait été invoquée ne sont pas rendus illicites du seul fait de la nullité du traité.

3. Dans les cas qui relèvent des articles 49, 50, 51, ou 52, le paragraphe 2 ne s'applique pas à l'égard de la partie à laquelle le dol, l'acte de corruption ou la contrainte est imputable.

4. Dans le cas où le consentement d'un Etat ou d'une organisation internationale déterminé à être lié par un traité multilatéral est vicié, les règles qui précèdent s'appliquent dans les relations entre ledit Etat ou ladite organisation et les parties au traité.

Article 70

Conséquences de l'extinction d'un traité

1. A moins que le traité n'en dispose ou que les parties n'en conviennent autrement, le fait qu'un traité a pris fin en vertu de ses dispositions ou conformément à la présente Convention

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties, créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin.

2. Lorsqu'un Etat ou une organisation internationale dénonce un traité multilatéral ou s'en retire, le paragraphe 1 s'applique dans les relations entre cet Etat ou cette organisation et chacune des autres parties au traïté à partir de la date à laquelle cette dénonciation ou ce retrait prend effet.

Article 71

Conséquences de la nullité d'un traité en conflit avec une norme impérative du droit international général

1. Dans le cas d'un traité qui est nul en vertu de l'article 53, les parties sont tenues

a) d'éliminer, dans la mesure du possible, les conséquences de tout acte accompli sur la base d'une disposition qui est en conflit avec la norme impérative du droit international général; et

b) de rendre leurs relations mutuelles conformes à la norme impérative du droit international général.

2. Dans le cas d'un traité qui devient nul et prend fin en vertu de l'article 64, la fin du traité

a) libère les parties de l'obligation de continuer d'exécuter le traité;

b) ne porte atteinte à aucun droit, aucune obligation ni aucune situation juridique des parties créés par l'exécution du traité avant qu'il ait pris fin; toutefois, ces droits, obligations ou situations ne peuvent être maintenus par la suite que dans la mesure où leur maintien n'est pas en soi en conflit avec la nouvelle norme impérative du droit international général.

Article 72

Conséquences de la suspension de l' application d' un traité

1. A moins que le traité n' en dispose ou que les parties n' en conviennent autrement, la suspension de l' application d' un traité sur la base de ses dispositions ou conformément à la présente Convention a) libère les parties entre lesquelles l' application du traité est suspendue de l' obligation d' exécuter le traité dans relations mutuelles pendant la période de suspension;

b) n' affecte pas par ailleurs les relations juridiques établies par le traité entre les parties.

2. Pendant la période de suspension, les parties doivent s' abstenir de tous actes tendant à faire obstacle à la reprise de l' application du traité.

PARTIE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 73

Relation avec la Convention de Vienne sur le droit des traités

Pour ce qui est des Etats parties à la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, leurs relations dans le cadre d' un traité conclu entre deux Etats ou plus et une ou plusieurs organisations seront régies par ladite Convention.

Article 74

Questions non préjugées par la présente Convention

1. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d' un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales du fait d' une succession d' Etats ou en raison de la responsabilité internationale d' un Etat ou de l' ouverture d' hostilités entre Etats.

2. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos d' un traité en raison de la responsabilité internationale de l' organisation internationale, de la terminaison de son existence ou de la terminaison de la participation d' un Etat en qualité de membre de l' organisation.

3. Les dispositions de la présente Convention ne préjugent aucune question qui pourrait se poser à propos de l' établissement des obligations et des droits des Etats membres d' une organisation internationale au regard d' un traitè auquel cette organisation est partie.

Article 75

Relations diplomatiques ou consulaires et conclusion de traités

La rupture des relations diplomatiques ou des relations consulaires ou l' absence de telles relations entre deux ou plusieurs Etats ne fait pas obstacle à la conclusion de traités entre deux ou plusieurs desdits Etats et une ou plusieurs organisations internationales. La conclusion d' un tel traité n'a pas en soi d' effet en ce qui concerne les relations diplomatiques ou les relations consulaires.

Article 76

Cas d' un Etat agresseur

Les dispositions de la présente Convention sont sans effet sur les obligations qui peuvent résulter à propos d' un traité entre un ou plusieurs Etats et une ou plusieurs organisations internationales, pour un Etat agresseur, de mesures prises conformément à la Charte des Nations Unies au sujet de l' agression commise par cet Etat.

PARTIE VII

DEPOSITAIRES, NOTIFICATIONS, CORRECTIONS ET ENREGISTREMENT

Article 77

Dépositaires des traités

1. La désignation du dépositaire d' un traité peut être effectuée par les Etats et les organisations ou, selon le cas, par les organisations aôant — participé à la négociation soit dans le traité lui—mime soit de toute autre manière. Le dépositaire peut être un ou plusieurs Etats, une organisation internationale, ou le principal fonctionnaire administratif d' une telle organisation.

2. Les fonctions du dépositaire d' un traité ont un caractère international et le dépositaire est tenu d' agir impartialement dans l' accomplissement de ses fonctions. En particulier, le fait qu'un traité n' est par entré en vigueur entre certaines des parties ou qu'une divergence est apparue entre un Etat ou une organisation internationale et un dépositaire en ce qui concerne l' exercice des fonctions de ce dernier ne doit pas influer sur cette obligation.

Article 78

Fonctions des dépositaires

1. A moins que le traité n' en dispose ou que les Etats et organisations contractantes ou, selon le cas, les organisations contractantes n' en conviennent autrement, les fonctions du dépositaire sont notamment les suivantes:

a) assurer la garde du texte original du traité et des pleins pouvoirs qui lui seraient remis;

b) établir des copies certifiées conformes au texte original et tous autres textes du traité en d' autres langues qui peuvent être requis par le traité, et les communiquer aux parties au traité et aux Etats et organisations internationales aôant qualité pour le devenir;

c) recevoir toutes signatures du traité, recevoir et garder tous instruments, notifications et communications relatifs au traité;

d) examiner si une signature, un instrument, une notification ou une communication se rapportant au traité est en bonne et due forme et, le cas échéant, porter la question à l' attention de l' attention de l' Etat ou de l' organisation internationale en cause;

e) informer les parties au traité et les Etats et organisations internationales aôant qualité pour le devenir des actes, notifications et communications relatifs au traité;

f) informer les Etats et organisations internationales aôant qualité pour devenir parties au traité de la date à laquelle a été reçu ou déposé le nombre de signatures ou d' instruments de ratification, d' instruments relatifs à un acte de confirmation formelle, ou d' instruments d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion requis pour l' entrée en viqueur du traité;

g) assurer l' enregistrement du traité auprès du Secrétariat de l' Organisation des Nations Unies;

h) remplir les fonctions spécifiées dans d' autres dispositions de la présente Convention.

2. Lorsqu' une divergence apparaNt entre un Etat ou une organisation internationale et le dépositaire au sujet de l' accomplissement des fonctions de ce dernier, le dépositaire doit porter la question à l' attention

a) des Etats et organisations signataires ainsi que des Etats contractants et les organisations contractantes; ou

b) le cas échéant, de l' organe compétent de l' organisation internationale en cause.

Article 79

Notifications et communications

Sauf dans les cas où le traité ou la présente Convention en dispose autrement, une notification ou une communication qui doit être faite par un Etat ou une organisation internationale en vertu de la présente Convention

a) est transmise, s'il n'ô a pas de dépositaire, directement aux Etats et aux organisations auxquels elle est destinée ou, s' il y a un dépositaire, à ce dernier;

b) n' est considérée comme aôant été faite par l' Etat ou l' organisation en question qu'à partir de sa réception par l' Etat ou l' organisation auquel elle a été transmise ou, le cas échéant, par le dépositaire;

c) si elle est transmise à un dépositaire, n' est considérée comme aôant été reçue par l' Etat ou l' organisation auquel elle est destinée qu' à partir du moment où cet Etat ou cette organisation aura reçu du dépositaire l' information prévue à l' alinéa e) du paragraphe 1 de l' article 78.

Article 80

Correction des erreurs dans les textes ou les copies certifiées conformes des traités

1. Si, après l' authentification du texte d' un traité, les Etats et organisations internationales signataires et les Etats contractants et les organisations contractantes constatent d'un commun accord que ce texte contient une erreur, il est procédé à la correction de l' erreur par l' un des moôens énumérés ci–après, à moins que lesdits Etats et organisations ne décident d' un autre mode de correction

a) correction du texte dans le sens approprié et paraphe de la correction par des représentats dûment habilités;

b) établissement d' un instrument ou échange d' instruments où se trouve consignée la correction qu' il a été convenu d' apporter au texte;

c) établissement d' un texte corrigé de l' ensemble du traité suivant la procédure utilisée pour le texte originaire.

2. Lorsqu'il s' agit d' un traité pour lequel il existe un dépositaire, celui–ci notifie aux Etats et organisations internationales signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes l' erreur et la proposition de la corriger et spécifie un délai approprié dans lequel l' objection peut être faite à la correction proposée. Si, à l' expiration du délai,

a) aucune objection n' a été faite, le dépositaire effectue et paraphe la correction dans le texte, dresse un procès–verbal de rectification du texte, et en communique copie aux parties au traité et aux Etats et organisations aôant qualité pour le devenir;

b) une objection a été faite, le dépositaire communique l' objection aux Etats et organisations signataires et aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

3. Les règles énoncées aux paragraphes 1 et 2 s' appliquent également lorsque le texte a été authentifié en deux ou plusieurs langues et qu' apparaNt un défaut de concordance qui, de l' accord des Etats et organisations internationales signataires ainsi que des Etats contractants et des organisations contractantes, doit être corrigé.

4. Le texte corrigé remplace ab initio le texte défectueux, à moins que les Etats et organisations internationales signataires ainsi que les Etats contractants et les organisations contractantes n' en décident autrement.

5. La correction du texte d' un traité qui a été entregistré est notifiée au Secrétariat de l' Organisation des Nations Unies.

6. Lorsqu'une erreur est relevée dans une copie certifiée conforme d' un traité, le dépositaire dresse un procès–verbal de rectification et en communique copie aux Etats et organisations internationales signataires ainsi qu' aux Etats contractants et aux organisations contractantes.

Article 81

Enregistrement et publication des traités

1. Après leur entrée en vigueur, les traités sont transmis au Secrétariat de l' Organisation des Nations Unies aux fins d' enregistrement ou de classement et inscription au répertoire, selon le cas, ainsi que de publication.

2. La désignation d' un dépositaire constitue autorisation pour celui–ci d' accomplir les actes visés au paragraphe précédent.

## PARTIE VIII

## CLAUSES FINALES

Article 82

Signature

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1986, au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d' Autriche et, ensuite, jusqu'au 30 juin 1987 au Siège de l' Organisation des Nations Unies à New York, à la signature:

a) de touts les Etats;

b) de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

c) des organisations internationales invitées à participer à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre Etats et organisations internationales ou entre organisations internationales.

Article 83

Ratification ou acte de confirmation formelle La présente

Convention sera soumise à ratification par les Etats et par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et à des actes de confirmation formelle de la part des organisations internationales. Les instruments de ratification et les instruments relatifs aux actes de confirmation formelle seront déposés auprès du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies.

Article 84

Adhésion

1. La présente Convention restera ouverte à l' adhésion de tout Etat, de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, et de toute organisation internationale qui a la capacité de conclure des traités.

2. L' instrument d' adhésion d' une organisation internationale comprendra une déclaration attestant qu' elle a la capacité de conclure des traités.

3. Les instruments d' adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies.

### Article 85

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du trente–cinquième instrument de ratification ou d' adhésion par les Etats ou par la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

2. Pour chacun des Etats, et pour la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qui ratifieront la présente Convention ou ô adhéreront après que la condition énoncée au paragraphe 1 aura été remplie, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat ou par la Namibie de son instrument de ratification ou d' adhésion.

3. Pour chaque organisation internationale qui déposera un instrument relatif à un acte de confirmation formelle ou un instrument d' adhésion, la Convention entrera en vigueur à la plus éloignée des deux dates suivantes: le trentième jour après ledit dépôt, ou la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 1.

### Article 86

Textes authentiques

L' original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, et les représentants dûment autorisés du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et des organisations internationales ont signé la présente Convention.

FAIT A VIENNE, le vingt et un mars mil neuf cent quatre–vingt–six.

## ANNEXE
## PROCEDURES D' ARBITRAGE ET DE CONCILIATION INSTITUEES EN APPLICATION DE L' ARTICLE 66

### I. CONSTITUTION DU TRIBUNAL ARBITRAL OU DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

1. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies dresse et tient une liste de juristes qualifiés parmi lesquels les parties à un différend peuvent choisir les personnes qui composeront un tribunal arbitral ou, selon le cas, une commission de conciliation. A cette fin, tout Etat qui est Membre de l' Organisation des Nations Unies et toute partie à la présente Convention sont invités à désigner deux personnes, et les noms des personnes ainsi désignées composeront la liste, dont copie sera adressée au Président de la Cour internationale de Justice. La désignation des personnes qui figurent sur la liste, ô compris celles qui sont désignées pour remplir une vacance fortuite, est faite pour une période de cinq ans renouvelable. A l' expiration de la période pour laquelle elles auront été désingées, les personnes susmentionnées continueront à exercer les fonctions pour lesquelles elles auront été choisies conformément aux paragraphes suivants.

2. Lorsqu'une notification est faite conformément au paragraphe 2, alinéa f) de l' article 66, ou qu'un accord est intervenu conformément au paragraphe 3 sur la procédure définie dans la présente Annexe, le différend est soumis à un tribunal arbitral. Lorsqu'une demande est soumise au Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de l' article 66, le Secrétaire général porte le différend devant une commission de conciliation. Le Tribunal arbitral et la Commission de conciliation sont composés comme suit:

Les Etats, les organisations internationales, ou, selon le cas, les Etats et les organisations qui constituent une des parties au différend nomment d' un commun accord

a) un arbêtre ou, selon le cas, un conciliateur, choisi ou non sur la liste visée au paragraphe 1;

b) un arbêtre ou, selon le cas, un conciliateur, choisi parmi les personnes qui figurent sur la liste n' ayant la nationalité d' aucun des Etats et n' ayant pas été désigné par une des organisations qui consituent la partie considérée au différend, étant entendu qu'un différend entre deux organisations internationales ne doit pas être examiné par des ressortissants d'un seul et mime Etat.

Les Etats, les organisations internationales, ou, selon le cas, les Etats et les organisations qui constituent l' autre partie au différend nomment de la mime manière deux arbêtres, ou, selon le cas, deux conciliateurs. Les quatre personnes choisies par les parties doivent être nommées dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle l' autre partie au différend a reçu la notification prévue au paragraphe 2, alinéa f) de l' article 66, ou à laquelle un accord est intervenu conformément au paragraphe 3 sur la procédure définie dans la présente Annexe, ou à laquelle le Secrétaire général reçoit la demande de conciliation.

Dans un délai de soixante jours à compter de la date à laquelle la dernière nomination est intervenue, les quatre personnes ainsi choisies nomment un cinquième arbêtre ou conciliateur, selon le cas, choisi sur la liste, qui exerce les fonctions de président.

Si la nomination du président ou de l' un quelconque des autres arbêtres ou conciliateurs, selon le cas, n' intervient pas dans le délai prescrit pour cette nomination, elle sera faite par le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies dans les soixante jours qui suivent l' expiration de ce délai. Le Secrétaire général peut désigner comme président soit l' une des personnes inscrites sur la liste soit un des membres de la Commission du droit international. L' un quelconque des délais dans lequels les nominations doivent être faites peut être propogé par accord des parties au différend. Si l' Organisation des Nations Unies est partie ou est comprise dans l' une des parties au différend, le Secrétaire général transmet la demande mentionnée ci–dessus au Président de la Cour internationale de Justice, qui exerce les Fonctions confiées au Secrétaire général par le présent alinéa.

Toute vacance doit être remplie de la faon spécifiée pour la nomination initiale.

La nomination d' arbêtres ou de conciliateurs par une organisation internationale comme prévu aux paragraphes 1 et 2 est régie par les régles pertinentes de cette organisation.

### II. FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ARBITRAL

3. Sauf convention contraire entre les parties au différend, le Tribunal arbitral arrite lui–mime sa procédure en garantissant à chacune des parties au différend la pleine possibilité d' être entendue et de se défendre.

4. Avec le consentement préalable des parties au différend, le Tribunal arbitral peut inviter tout Etat ou toute organisation internationale intéressé à lui soumettre ses vues, oralement ou par écrit.

5. Le Tribunal arbitral se prononce à la majorité de ses membres. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

6. Si l'une des parties au différend ne comparaNt pas devant le Tribunal ou s' abstient de se défendre, l' autre partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure de rendre sa décision. Avant de rendre sa décision, le Tribunal doit s' assurer non seulement qu' il a compétence pour connaNtre du différend, mais que la demande est fondée en fait et en droit.

7. La décision du Tribunal arbitral se borne à la matière du différend; elle est motivée. Tout membre du Tribunal peut exprimer une opinion individuelle ou dissidente.

8. La décision est définitive et non susceptible d' appel. Toutes les parties au différend doivent se soumettre à la décision.

9. Le Secrétaire général fournit au Tribunal l' assistance et les facilités dont il a besoin. Les dépenses du Tribunal sont supportées par l' Organisation des Nations Unies.

### III. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

10. La Commission de conciliation arrite elle–mime sa procédure. La Commission, avec le consentement des parties au différend, peut inviter toute partie au traité à lui soumettre ses vues oralement ou par écrit. Le décisions et les recommandations de la Commission sont adoptées à la majorité des voix de ses cinq membres.

11. La Commission peut signaler à l' attention des parties au différend toute mesure susceptible de faciliter un règlement amiable.

12. La Commission entend les parties, examine les prétentions et les objections, et fait des propositions aux parties en vue de les aider à parvenir à un règlement amiable du différend.

13. La Commission fait rapport dans les douàe mois qui suivent sa constitution. Son rapport est déposé aupr[es du Secrétaire général et communiqué aux parties au différend. Le rapport de la Commission, y compris toutes conclusions ô figurant sur les faits ou sur les points de droit, ne lie pas les parties et n' est rien de plus que l' énoncé de recommandations soumises à l' examen des parties en vue de faciliter un règlement amiable du différend.

14. Le Secrétaire général fournit à la Commission l' assistance et les facilités dont elle peut avoir besoin. Les dépenses de la Commission sont supportées par l' Organisation des Nations Unies.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΤΗΣ ΒΙΕΝΝΗΣ
ΓΙΑ ΤΟ ΔΙΚΑΙΟ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ ΜΕΤΑΞΥ ΚΡΑΤΩΝ
ΚΑΙ ΔΙΕΘΝΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ
Ή ΜΕΤΑΞΥ ΔΙΕΘΝΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ

Τα Μέρη της παρούσας Συμβάσεως:

Λαμβάνοντας υπόψη το θεμελιώδη ρόλο των συνθηκών στην ιστορία των διεθνών σχέσεων.

Συνειδητοποιώντας το συναινετικό χαρακτήρα των συνθηκών και τη συνεχώς αυξανόμενη σημασία τους ως πηγής διεθνούς δικαίου.

Διαπιστώνοντας ότι οι αρχές της ελεύθερης συναινέσεως και της καλής πίστεως καθώς και ο κανόνας pacta sunt servanda αναγνωρίζονται διεθνώς.

Βεβαιώνοντας τη σημασία ενισχύσεως της διαδικασίας κωδικοποιήσεως και προοδευτικής αναπτύξεως του διεθνούς δικαίου σ'όλο τον κόσμο.

Πεπεισμένα ότι η κωδικοποίηση και η προοδευτική ανάπτυξη των κανόνων που διέπουν τις συνθήκες μεταξύ κρατών και διεθνών οργανισμών ή μεταξύ διεθνών οργανισμών είναι μέσα για την εδραίωση της έννομης τάξεως στις διεθνείς σχέσεις και για την εξυπηρέτηση των σκοπών των Ηνωμένων Εθνών.

Συνειδητοποιώντας τις αρχές του διεθνούς δικαίου που είναι ενσωματωμένες στον Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, όπως οι αρχές που αφορούν την ισότητα των δικαιωμάτων των λαών και το δικαίωμα αυτοδιαθέσεώς τους, την κυριαρχία και την ανεξαρτησία όλων των Κρατών, τη μη επέμβαση στις εσωτερικές υποθέσεις των Κρατών, την απαγόρευση της απειλής ή της χρήσεως βίας και τον οικουμενικό σεβασμό καθώς και την τήρηση των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών για όλους.

Έχοντας υπόψη τις διατάξεις της Συμβάσεως της Βιέννης του 1969 για το δίκαιο των συνθηκών.

Συνειδητοποιώντας τους δεσμούς μεταξύ του δικαίου των συνθηκών μεταξύ κρατών αφ'ενός και του δικαίου των συνθηκών μεταξύ κρατών και διεθνών οργανισμών ή μεταξύ διεθνών οργανισμών αφ'ετέρου.

Λαμβάνοντας υπόψη τη σημασία των συνθηκών μεταξύ κρατών και διεθνών οργανισμών ή μεταξύ διεθνών οργανισμών ως αποτελεσματικό μέσο αναπτύξεως των διεθνών σχέσεων και δημιουργίας των προϋποθέσεων ειρηνικής συνεργασίας μεταξύ των εθνών, οποιαδήποτε και άν είναι τα συνταγματικά και κοινωνικά τους καθεστώτα.

Έχοντας υπόψη τα ιδιαίτερα στοιχεία των συνθηκών στις οποίες είναι μέρη διεθνείς οργανισμοί ως υποκείμενα διεθνούς δικαίου ξεχωριστά από τα κράτη.

Σημειώνοντας ότι οι διεθνείς οργανισμοί έχουν τη δυνατότητα συνάψεως συνθηκών, η οποία τους είναι απαραίτητη προκειμένου να ασκήσουν τα καθήκοντά τους και να επιτύχουν τους σκοπούς τους.

Συνειδητοποιώντας ότι η πρακτική των διεθνών οργανισμών κατά τη σύναψη συνθηκών με κράτη ή μεταξύ τους θα πρέπει να είναι σύμφωνη με τις καταστατικές τους πράξεις.

Βεβαιώνοντας ότι καμιά διάταξη της παρούσας Συμβάσεως δεν μπορεί να ερμηνευθεί ότι θίγει τις σχέσεις εκείνες μεταξύ ενός διεθνούς οργανισμού και των μελών του, οι οποίες ρυθμίζονται από τους κανόνες του οργανισμού.

Βεβαιώνοντας επίσης ότι οι διαφορές ως προς τις συνθήκες πρέπει να ρυθμίζονται, όπως και οι άλλες διεθνείς διαφορές, σύμφωνα με το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών με ειρηνικά μέσα και σύμφωνα με τις αρχές της δικαιοσύνης και του διεθνούς δικαίου.

Βεβαιώνοντας επίσης ότι οι κανόνες του διεθνούς εθιμικού δικαίου θα συνεχίσουν να διέπουν τα μη ρυθμιζόμενα στις διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως θέματα.

Συμφώνησαν τα εξής:

## ΜΕΡΟΣ Ι

## ΕΙΣΑΓΩΓΗ

### Άρθρο 1

### Πεδίο εφαρμογής της παρούσας Συμβάσεως

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται:

α) σε συνθήκες μεταξύ ενός ή περισσότερων κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών, και

β) σε συνθήκες μεταξύ διεθνών οργανισμών.

### Άρθρο 2

### Χρησιμοποιούμενοι όροι

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Συμβάσεως:

α) ο όρος «συνθήκη» σημαίνει διεθνή συμφωνία που διέπεται από το διεθνές δίκαιο και συνάπτεται εγγράφως

i) μεταξύ ενός ή περισσότερων κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών, ή

ii) μεταξύ διεθνών οργανισμών ανεξαρτήτως του αν η συμφωνία αυτή είναι ενσωματωμένη σ' ένα μοναδικό έγγραφο ή σε δύο ή περισσότερα συναφή έγγραφα και ανεξαρτήτως της ειδικής της ονομασίας·

β) ο όρος «επικύρωση» σημαίνει την κατ'αυτόν τον τρόπο αποκαλούμενη διεθνή πράξη με την οποία ένα Κράτος συναινεί στο διεθνές πεδίο να δεσμευθεί από συνθήκη·

β δις) ο όρος «πράξη επίσημης βεβαιώσεως» σημαίνει διεθνή πράξη αντίστοιχη με εκείνη της επικυρώσεως από ένα Κράτος και με την οποία ένας διεθνής οργανισμός συναινεί στο διεθνές πεδίο να δεσμευθεί από συνθήκη·

β τρις) οι όροι «αποδοχή», «έγκριση» και «προσχώρηση» σημαίνουν, ανάλογα με την περίπτωση, την κατ' αυτό τον τρόπο αποκαλούμενη διεθνή πράξη με την οποία Κράτος ή διεθνής οργανισμός συναινεί στο διεθνές πεδίο να δεσμευθεί από συνθήκη·

γ) ο όρος «πληρεξούσιο» σημαίνει έγγραφο που εκδίδεται από την αρμόδια αρχή Κράτους ή από το αρμόδιο όργανο διεθνούς οργανισμού και που καθορίζει ένα ή περισσότερα πρόσωπα για την αντιπροσώπευση του Κράτους ή του οργανισμού για τη διαπραγμάτευση, την υιοθέτηση ή χαρακτηρισμό ως αυθεντικού του κειμένου συνθήκης, για την έκφραση συναινέσεως του Κράτους ή του οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη ή για την τέλεση οποιασδήποτε άλλης πράξεως σχετικής με τη συνθήκη·

δ) ο όρος «επιφύλαξη» σημαίνει μονομερή δήλωση, ανεξαρτήτως ονομασίας ή διατυπώσεως, που γίνεται από Κράτος ή διεθνή οργανισμό κατά την υπογραφή, την επικύρωση, την πράξη επίσημης βεβαιώσεως, την αποδοχή ή την έγκριση μιάς συνθήκης ή κατά την προσχώρηση σε αυτήν, με την οποία το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός αποσκοπεί στον αποκλεισμό ή στην τροποποίηση των έννομων αποτελεσμάτων ορισμένων διατάξεων της συνθήκης κατά την εφαρμογή τους στο Κράτος αυτό ή στον οργανισμό αυτόν·

ε) ο όρος «διαπραγματευόμενο Κράτος» και ο όρος «διαπραγματευόμενος οργανισμός» σημαίνουν αντίστοιχα:

i) ένα Κράτος,

ii) ένα διεθνή οργανισμό που έχει συμμετάσχει στην εκπόνηση και στην υιοθέτηση του κειμένου της συνθήκης

στ) ο όρος «Συμβαλλόμενο Κράτος» και ο όρος «Συμβαλλόμενος οργανισμός» σημαίνουν αντίστοιχα:

i) ένα Κράτος,

ii) ένα διεθνή οργανισμό που συνήνεσε να δεσμευθεί απο τη συνθήκη, ανεξαρτήτως του αν η συνθήκη ετέθη σε ισχύ ή όχι·

ζ) ο όρος «μέρος» σημαίνει Κράτος ή διεθνή οργανισμό που συνήνεσε να δεσμευθεί από τη συνθήκη και έναντι του οποίου η συνθήκη ισχύει·

η) ο όρος «τρίτο Κράτος» και ο όρος «τρίτος οργανισμός» σημαίνουν αντίστοιχα:

i) ένα Κράτος, ii) ένα διεθνή οργανισμό που δεν είναι μέρος στη συνθήκη·

θ) ο όρος «διεθνής οργανισμός» σημαίνει διακυβερνητικό οργανισμό·

ι) ο όρος «κανόνες του οργανισμού» σημαίνει συγκεκριμένα τις καταστατικές πράξεις του οργανισμού, τις αποφάσεις που υιοθετήθηκαν σύμφωνα με τις πράξεις αυτές και την πάγια πρακτική του οργανισμού.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1, που αφορούν τους χρησιμοποιούμενους όρους της παρούσας Συμβάσεως, δεν θίγουν τη χρήση των όρων αυτών ούτε την έννοια την οποία ενδεχομένως προσλαμβάνουν στο εσωτερικό δίκαιο Κράτους ή στους κανόνες διεθνούς οργανισμού.

### Άρθρο 3

### Διεθνείς συμφωνίες μη εμπίπτουσες στο πλαίσιο της παρούσας Συμβάσεως

Το γεγονός ότι η παρούσα Σύμβαση δεν εφαρμόζεται:

i) ούτε σε διεθνείς συμφωνίες στις οποίες είναι μέρη ένα ή περισσότερα Κράτη, ένας ή περισσότεροι διεθνείς οργανισμοί και ένα ή περισσότερα υποκείμενα διεθνούς δικαίου πλην των Κρατών ή των οργανισμών

ii) ούτε στις διεθνείς συμφωνίες στις οποίες είναι μέρη ένας ή περισσότεροι διεθνείς οργανισμοί και ένα ή περισσότερα υποκείμενα διεθνούς δικαίου πλην των Κρατών ή των οργανισμών

iii) ούτε στις άγραφες διεθνείς συμφωνίες μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών ή μεταξύ διεθνών οργανισμών

iv) ούτε στις διεθνείς συμφωνίες μεταξύ υποκειμένων διεθνούς δικαίου πλην Κρατών ή διεθνών οργανισμών, δεν θίγει

α) τη νομική ισχύ τέτοιων συμφωνιών

β) την εφαρμογή επί των συμφωνιών αυτών όλων των κανόνων που θεσπίζονται στην παρούσα Σύμβαση στους οποίους θα υπήγοντο βάσει του διεθνούς δικαίου, ανεξαρτήτως της εν λόγω Συμβάσεως

γ) την εφαρμογή της Συμβάσεως στις σχέσεις μεταξύ Κρατών και διε-

θνών οργανισμών ή στις σχέσεις μεταξύ οργανισμών, όταν οι εν λόγω σχέσεις διέπονται απο διεθνείς συμφωνίες στις οποίες είναι επίσης μέρη και άλλα υποκείμενα του διεθνούς δικαίου.

Άρθρο 4

Μη αναδρομικότης της παρούσας Συμβάσεως

Μη θιγομένης της εφαρμογής όλων των κανόνων που θεσπίζονται στην παρούσα Σύμβαση, στους οποίους θα υπήγοντο οι συνθήκες μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών βάσει του διεθνούς δικαίου ανεξαρτήτως της παρούσας Συμβάσεως, αυτή εφαρμόζεται αποκλειστικά σε συνθήκες αυτού του είδους που συνάπτονται μετά τη θέση της σε ισχύ έναντι των Κράτων και των οργανισμών αυτών.

Άρθρο 5

Ιδιωτικές συνθήκες διεθνών οργανισμών και συνθήκες υιοθετημένες στα πλαίσια διεθνούς οργανισμού

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε κάθε σύνθήκη μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών, η οποία είναι η ιδρυτική πράξη διεθνούς οργανισμού και σε κάθε συνθήκη που υιοθετήθηκε στα πλαίσια διεθνούς οργανισμού, με την επιφύλαξη κάθε σχετικού κανόνα του οργανισμού.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ

ΣΥΝΑΨΗ ΚΑΙ ΘΕΣΗ ΣΕ ΙΣΧΥ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

ΤΜΗΜΑ 1: ΣΥΝΑΨΗ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

Άρθρο 6

Ικανότητα των διεθνών οργανισμών προς σύναψη συνθηκών

Η ικανότητα διεθνούς οργανισμού να συνάπτει συνθήκες διέπεται από τους κανόνες του οργανισμού αυτού.

Άρθρο 7

Πληρεξουσιότης

1. Πρόσωπο θεωρείται αντιπρόσωπος Κράτους για την υιοθέτηση ή την επικύρωση κειμένου συνθήκης ή για την έκφραση της συναινέσεως του Κράτους να δεσμευθεί με συνθήκη:

α) εάν το πρόσωπο αυτό επιδείξει το κατάλληλο πληρεξούσιο έγγραφο, ή

β) εάν προκύπτει από την πρακτική ή από άλλες περιστάσεις, ότι ήταν πρόθεση των ενδιαφερόμενων Κρατών και διεθνών οργανισμών να αναγνωρίζουν το πρόσωπο αυτόν ως αντιπρόσωπο του Κράτους για το σκοπό αυτό χωρίς την επίδειξη πληρεξουσίου εγγράφου.

2. Ως εκ της θέσεώς τους θεωρούνται αντιπρόσωποι Κράτους και δεν χρειάζεται να επιδείξουν πληρεξούσιο έγγραφο:

α) οι Αρχηγοί Κράτους, οι Πρόεδροι Κυβερνήσεως και οι Υπουργοί Εξωτερικών, για όλες τις πράξεις τις σχετικές με τη σύναψη συνθήκης μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και μεταξύ ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών

β) οι διαπιστευμένοι αντιπρόσωποι των Κρατών σε διεθνή διάσκεψη για την υιοθέτηση του κειμένου συνθήκης μεταξύ Κρατών και διεθνών οργανισμών

γ) οι διαπιστευμένοι αντιπρόσωποι των Κρατών σε διεθνή οργανισμό ή σ'ένα από τα όργανα αυτού, για την υιοθέτηση κειμένου συνθήκης στα πλαίσια του οργανισμού ή του οργάνου αυτού

δ) οι Αρχηγοί των μόνιμων αντιπροσωπειών σε διεθνή οργανισμό, για την υιοθέτηση κειμένου συνθήκης μεταξύ των Κρατών διαπιστεύσεως και του οργανισμού αυτού.

3. Πρόσωπο θεωρείται αντιπρόσωπος διεθνούς οργανισμού για την υιοθέτηση ή τον χαρακτηρισμό ως αυθεντικού κειμένου συνθήκης ή για την έκφραση της συναινέσεως του οργανισμού αυτού να δεσμευθεί από συνθήκη:

α) εάν το πρόσωπο αυτό επιδείξει το κατάλληλο πληρεξούσιο έγγραφο ή

β) εάν προκύπτει από τις περιστάσεις ότι ήταν πρόθεση των ενδιαφερόμενων Κρατών και διεθνών οργανισμών να αναγνωρίζουν το πρόσωπο αυτό ως αντιπρόσωπο του οργανισμού για το σκοπό αυτόν, σύμφωνα με τους κανόνες του εν λόγω οργανισμού, χωρίς την επίδειξη πληρεξουσίου εγγράφου.

Άρθρο 8

Μεταγενέστερη επιβεβαίωση πράξεως που έγινε χωρίς εξουσιοδότηση

Πράξη σχετική με τη σύναψη συνθήκης, που έγινε από πρόσωπο που δεν μπορεί, βάσει του άρθρου 7, να θεωρείται εξουσιοδοτημένο να αντιπροσωπεύει Κράτος ή διεθνή οργανισμό για το σκοπό αυτόν, δεν έχει έννομο αποτέλεσμα, εκτός αν επιβεβαιωθεί μεταγενεστέρως από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν.

Άρθρο 9

Υιοθέτηση κειμένου

1. Η υιοθέτηση κειμένου συνθήκης πραγματοποιείται με τη συναίνεση όλων των Κρατών και όλων των διεθνών οργανισμών ή, ανάλογα με την περίπτωση, όλων των οργανισμών που μετέχουν στην εκπόνησή του, πλην των περιπτώσεων που προβλέπονται στην παράγραφο 2.

2. Η υιοθέτηση κειμένου συνθήκης σε διεθνή διάσκεψη πραγματοποιείται σύμφωνα με τη διαδικασία που έχει συμφωνηθεί από τους συμμετέχοντες στην εν λόγω διάσκεψη. Εάν, εν τούτοις, δεν επιτευχθεί συμφωνία ως προς τη διαδικασία από τους συμμετέχοντες, η υιοθέτηση του κειμένου πραγματοποιείται με πλειοψηφία των δύο τρίτων των παρόντων και ψηφιζόντων μερών, εκτός αν αποφασίσουν, με την ίδια πλειοψηφία, να εφαρμόσουν διαφορετικό κανόνα.

Άρθρο 10

Χαρακτηρισμός του κειμένου ως αυθεντικού

1. Το κείμενο συνθήκης μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών θεωρείται αυθεντικό και οριστικό

α) κατά τη διαδικασία που ορίζεται στο κείμενο αυτό ή που συμφωνείται από τα Κράτη και τους οργανισμούς που μετέχουν στην εκπόνηση της συνθήκης, ή

β) ελλείψει τέτοιας διαδικασίας, με την υπογραφή, την υπογραφή ad referendum ή τη μονογραφή, εκ μέρους των αντιπροσώπων των Κρατών και των οργανισμών αυτών, του κειμένου της συνθήκης ή της τελικής πράξεως της διασκέψεως, στην οποία ενσωματώνεται το κείμενο.

2. Το κείμενο συνθήκης μεταξύ διεθνών οργανισμών θεωρείται αυθεντικό και οριστικό

α) κατά τη διαδικασία που ορίζεται στο κείμενο αυτό ή που συμφωνείται από τους οργανισμούς που μετέχουν στην εκπόνησή του, ή

β) ελλείψει τέτοιας διαδικασίας , με την υπογραφή, την υπογραφή ad referendum ή τη μονογραφή,εκ μέρους των αντιπροσώπων των οργανισμών αυτών, του κειμένου της συνθήκης ή της τελικής πράξεως της διασκέψεώς, στην οποία ενσωματώνεται το κείμενο.

Άρθρο 11

Τρόποι εκφράσεως της συναινέσεως προς δέσμευση από συνθήκη

1. Η συναίνεση Κράτους να δεσμευθεί από συνθήκη μπορεί να εκφρασθεί με την υπογραφή, την ανταλλαγή εγγράφων που αποτελούν συνθήκη, την επικύρωση, την αποδοχή, την έγκριση ή την προσχώρηση ή με κάθε άλλο συμφωνηθέντα τρόπο.

2. Η συναίνεση διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη μπορεί να εκφρασθεί με την υπογραφή, την ανταλλαγή εγγράφων που αποτελούν συνθήκη, με πράξη επίσημης βεβαιώσεως, με την αποδοχή, την έγκριση ή την προσχώρηση ή με κάθε άλλο συμφωνηθέντα τρόπο.

Άρθρο 12

Έκφραση συναινέσεως προς δέσμευση από συνθήκη με την υπογραφή

1. Η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη εκφράζεται με την υπογραφή του αντιπροσώπου του Κράτους ή του οργανισμού αυτού:

α) εφ' όσον η συνθήκη προβλέπει ότι η υπογραφή θα έχει το αποτέλεσμα αυτό

β) εφ'όσον προκύπτει κατ'άλλον τρόπο ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις, είχαν συμφωνήσει ότι η υπογραφή θα είχε το αποτέλεσμα αυτό ή

γ) εφ' όσον η πρόθεση του Κράτους ή του οργανισμού να προσδώσει τέτοιο αποτέλεσμα στην υπογραφή προκύπτει από τα πληρεξούσια έγγραφα του αντιπροσώπου του ή δηλώθηκε κατά τις διαπραγματεύσεις.

2. Για τους σκοπούς της παραγράφου 1:

α) η μονογραφή του κειμένου αποτελεί υπογραφή της συνθήκης, εφ' όσον επιβεβαιωθεί ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις, είχαν έτσι συμφωνήσει

β) η υπογραφή αδ ρεφερενδθμ συνθήκης από τον αντιπρόσωπο Κράτους ή διεθνούς οργανισμού, εφ'όσον επιβεβαιωθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν, αποτελεί οριστική υπογραφή της συνθήκης.

Άρθρο 13

Εκφραση συναινέσεως προς δέσμευση από συνθήκη με την ανταλλαγή εγγράφων που αποτελούν συνθήκη

Η συναίνεση των Κρατών ή των διεθνών οργανισμών να δεσμευθούν από συνθήκη που αποτελείται από έγγραφα που ανταλλάχθηκαν μεταξύ τους εκφράζεται μ' αυτήν την ανταλλαγή:

α) εφ' όσον τα έγγραφα προβλέπουν ότι η ανταλλαγή τους θα έχει το αποτέλεσμα αυτό ή

β) εφ' όσον προκύπτει κατ' άλλον τρόπο ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί αυτοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί αυτοί είχαν συμφωνήσει ότι η ανταλλαγή των εγγράφων θα είχε το αποτέλεσμα αυτό.

Άρθρο 14

Έκφραση συναινέσεως προς δέσμευση από συνθήκη με επικύρωση, πράξη επίσημης βεβαιώσεως ή αποδοχή ή έγκριση

1. Η συναίνεση Κράτους να δεσμευθεί από συνθήκη εκφράζεται με επικύρωση:

α) εφ' όσον η συνθήκη προβλέπει ότι η συναίνεση αυτή εκφράζεται με την επικύρωση

β) εφ' όσον προκύπτει κατ' άλλον τρόπο ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις, είχαν συμφωνήσει ότι θα απαιτείται η επικύρωση

γ) εφ' όσον ο αντιπρόσωπος του Κράτους αυτού υπέγραψε τη συνθήκη με την επιφύλαξη της επικυρώσεως ή

δ) εφ' όσον η πρόθεση του Κράτους αυτού να υπογράψει τη συνθήκη με την επιφύλαξη της επικυρώσεως προκύπτει από τα πληρεξούσια έγγραφα του αντιπροσώπου του ή δηλώθηκε κατά τις διαπραγματεύσεις.

2. Η συναίνεση διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη εκφράζεται με πράξη επίσημης βεβαιώσεως:

α) εφ' όσον η συνθήκη προβλέπει ότι η συναίνεση αυτή εκφράζεται με πράξη επίσημης βεβαιώσεως

β) εφ'όσον προκύπτει κατ' άλλον τρόπο ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις είχαν συμφωνήσει ότι θα απαιτείται πράξη επίσημης βεβαιώσεως

γ) εφ'όσον ο αντιπρόσωπος του οργανισμού αυτού υπέγραψε τη συνθήκη με την επιφύλαξη πράξεως επίσημης βεβαιώσεως ή

δ) εφ' όσον η πρόθεση του οργανισμού αυτού να υπογράψει τη συνθήκη με την επιφύλαξη πράξεως επίσημης βεβαιώσεως προκύπτει από τα πληρεξούσια έγγραφα του αντιπροσώπου του ή δηλώθηκε κατά τις διαπραγματεύσεις.

3. Η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη εκφράζεται με την αποδοχή ή την έγκριση υπό όρους ανάλογους με εκείνους που εφαρμόζονται στην επικύρωση ή, ανάλογα με την περίπτωση, στην πράξη επίσημης βεβαίωσης.

Άρθρο 15

Έκφραση συναινέσεως προς δέσμευση από συνθήκη με προσχώρηση

Η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη εκφράζεται με την προσχώρηση:

α) εφ' όσον η συνθήκη προβλέπει ότι η συναίνεση αυτή μπορεί να εκφρασθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν με την προσχώρηση

β) εφ' όσον προκύπτει κατ' άλλον τρόπο ότι τα Κράτη και οι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις είχαν συμφωνήσει ότι η συναίνεση μπορεί να εκφρασθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν με την προσχώρηση

γ) εφ' όσον όλα τα μέρη συμφώνησαν μεταγενεστέρως ότι η συναίνεση αυτή μπορεί να εκφρασθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν με την προσχώρηση.

Άρθρο 16

Ανταλλαγή ή κατάθεση εγγράφων επικυρώσεως, επίσημης βεβαιώσεως, αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως

1. Πλην της περιπτώσεως όπου η συνθήκη προβλέπει διαφορετικά, τα έγγραφα επικυρώσεως, τα έγγραφα τα σχετικά με πράξη επίσημης βεβαιώσεως ή τα έγγραφα αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως αποδεικνύουν τη συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών κατά τη στιγμή:

α) της ανταλλαγής τους μεταξύ των συμβαλλόμενων Κρατών και των συμβαλλόμενων οργανισμών

β) της καταθέσεώς τους στο θεματοφύλακα ή

γ) της γνωστοποιήσεώς τους στα συμβαλλόμενα Κράτη και στους συμβαλλόμενους οργανισμούς ή στο θεματοφύλακα, εφ'όσον έχει έτσι συμφωνηθεί.

2. Πλην της περιπτώσεως όπου η συνθήκη προβλέπει διαφορετικά, τα έγγραφα τα σχετικά με πράξη επίσημης βεβαιώσεως ή τα έγγραφα αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως αποδεικνύουν τη συναίνεση διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη μεταξύ διεθνών οργανισμών κατά τη στιγμή:

α) της ανταλλαγής τους μεταξύ των συμβαλλόμενων οργανισμών

β) της καταθέσεώς τους στο θεματοφύλακα ή

γ) της γνωστοποιήσεώς τους στους συμβαλλόμενους οργανισμούς ή στο θεματοφύλακα, εφ' όσον έχει έτσι συμφωνηθεί.

Άρθρο 17

Συναίνεση προς δέσμευση από μέρος της συνθήκης και επιλογή μεταξύ διαφορετικών διατάξεων

1. Μη θιγομένων των άρθρων 19 έως 23, η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από μέρος της συνθήκης δεν επιφέρει αποτελέσματα παρά μόνον εάν η συνθήκη το επιτρέπει ή εφ' όσον τα συμβαλλόμενα Κράτη και οι συμβαλλόμενοι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι συμβαλλόμενοι οργανισμοί συναινούν σ' αυτό.

2. Η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη που επιτρέπει την επιλογή μεταξύ διαφορετικών διατάξεων δεν επιφέρει αποτελέσματα παρά μόνον εάν καθίσταται σαφές σε ποιες από τις διατάξεις αναφέρεται η συναίνεση.

Άρθρο 18

Υποχρέωση περί μή αποστερήσεως της συνθήκης από το αντικειμενό της και το σκοπό της πριν τη θέση της σε ισχύ

Κράτος ή διεθνής οργανισμός πρέπει να απέχει από πράξεις που θα αποστερούσαν τη συνθήκη από το αντικείμενο και το σκοπό της:

α) εφ' όσον το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός υπέγραψε τη συνθήκη ή αντάλλαξε τα έγγραφα που αποτελούν τη συνθήκη με επιφύλαξη επικυρώσεως, πράξεως επίσημης βεβαιώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως, και εν όσω το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός δεν εξεδήλωσε την πρόθεσή του να μη γίνει μέρος στη συνθήκη ή

β) εφ'όσον το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός εξέφρασε τη συναίνεση του να δεσμευθεί από συνθήκη εντός της περιόδου που προηγείται της θέσεως σε ισχύ της συνθήκης και με την προϋπόθεση ότι αυτή δεν καθυστέρησε αδικαιολόγητα.

ΤΜΗΜΑ 2: ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Άρθρο 19

Διατύπωση επιφυλάξεων

Κράτος ή διεθνής οργανισμός κατά το χρόνο της υπογραφής της επικυρώσεως, της επίσημης βεβαιώσεως, της αποδοχής, της εγκρίσεως συνθήκης ή της προσχωρήσεως σ'αυτήν μπορεί να διατυπώσει επιφυλάξη, εκτός εάν:

α) η επιφύλαξη απαγορεύεται από τη συνθήκη

β) η συνθήκη προβλέπει ότι μόνο συγκεκριμένες επιφυλάξεις, μεταξύ των οποίων δεν περιλαμβάνεται η εν λόγω επιφύλαξη, μπορεί να διατυπωθούν ή

γ) σε περιπτώσεις που δεν εμπίπτουν στα εδάφια α) και β), η επιφύλαξη είναι ασυμβίβαστη με το αντικείμενο και το σκοπό της συνθήκης.

Άρθρο 20

Αποδοχή των επιφυλάξεων και αντιρρήσεις σ'αυτές

1. Επιφύλαξη ρητά επιτρεπόμενη απο συνθήκη δεν χρειάζεται μεταγενέστερη αποδοχή εκ μέρους των συμβαλλόμενων Κρατών και των συμβαλλόμενων οργανισμών ή, ανάλογα με την περίπτωση, των συμβαλλόμενων οργανισμών, εκτός εάν το προβλέπει η συνθήκη.

2. Όταν προκύπτει από τον περιορισμένο αριθμό Κρατών και οργανισμών ή, ανάλογα με την περίπτωση, των οργανισμών που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις, καθώς επίσης και από το αντικείμενο και το σκοπό της συνθήκης, ότι η εφαρμογή της συνθήκης στο σύνολό της μεταξύ όλων των μερών είναι ουσιώδης προϋπόθεση της συναινέσεως καθενός από αυτά να δεσμευθεί από τη συνθήκη, η επιφύλαξη πρέπει να είναι αποδεκτή από όλα τα μέρη.

3. Όταν συνθήκη είναι ιδρυτική πράξη διεθνούς οργανισμού και, πλην αντιθέτου διατάξεώς της, η επιφύλαξη απαιτεί την αποδοχή του αρμόδιου οργάνου του οργανισμού αυτού.

4. Σε άλλες περιπτώσεις, πλην εκείνων που προβλέπονται στις προηγούμενες παραγράφους και, πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης,

α) η αποδοχή επιφυλάξεως από συμβαλλόμενο Κράτος ή από συμβαλλόμενο οργανισμό καθιστά το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό που διετύπωσε την επιφύλαξη μέρος στη συνθήκη σε σχέση με το Κράτος ή τον οργανισμό που αποδέχθηκε την επιφύλαξη, εάν η συνθήκη είναι σε ισχύ ή εφ'όσον τίθεται σε ισχύ για το Κράτος ή τον οργανισμό που διετύπωσε την επιφύλαξη και για το Κράτος ή τον οργανισμό που αποδέχθηκε την επιφύλαξη

β) η αντίρρηση που διατυπώνεται σε μία επιφύλαξη από συμβαλλόμενο Κράτος ή συμβαλλόμενο οργανισμό δεν εμποδίζει τη συνθήκη από το να τεθεί σε ισχύ μεταξύ του Κράτους ή του διεθνούς οργανισμού που διετύπωσε την αντίρρηση και του Κράτους ή του οργανισμού που διετύπωσε την επιφύλαξη, εκτός άν διατυπώθηκε ρητά αντίθετη πρόθεση εκ μέρους του Κράτους ή του οργανισμού που διετύπωσε την αντίρρηση

γ) πράξη, που εκφράζει τη συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από τη συνθήκη και που περιέχει επιφύλαξη, επιφέρει αποτελέσματα από τη στιγμή που ένα τουλάχιστο συμβαλλόμενο Κράτος ή συμβαλλόμενος οργανισμός αποδεχθεί την επιφύλαξη.

5. Για τους σκοπούς των παραγράφων 2 και 4 και, πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης, μία επιφύλαξη θεωρείται ότι έχει γίνει δεκτή από Κράτος ή διεθνή οργανισμό, εφ' όσον αυτοί δεν έχουν διατυπώσει αντίρρηση στην επιφύλαξη είτε μέχρι της εκπνοής 12 μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία αυτή τους γνωστοποιήθηκε, είτε κατά την ημερομηνία που διετύπωσαν τη συναίνεσή τους να δεσμευθούν από τη συνθήκη, εφ'όσον αυτή είναι μεταγενέστερη.

### Άρθρο 21

Έννομες συνέπειες των επιφυλάξεων και των αντιρρήσεων σ'αυτές

1. Επιφύλαξη που διατυπώθηκε σε σχέση με άλλο μέρος σύμφωνα με τα άρθρα 19, 20 και 23:

α) τροποποιεί για το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό, που διετύπωσε την επιφύλαξη στις σχέσεις του με το άλλο αυτό μέρος, τις διατάξεις της συνθήκης στις οποίες αναφέρεται η επιφύλαξη, στο μέτρο που προβλέπεται από την επιφύλαξη αυτή και

β) τροποποιεί τις διατάξεις αυτές κατά το ίδιο μέτρο για το άλλο εκείνο μέρος στις σχέσεις του με το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό που διετύπωσε την επιφύλαξη.

2. Η επιφύλαξη δεν τροποποιεί τις διατάξεις της συνθήκης για τα άλλα μέρη στη συνθήκη στις μεταξύ τους σχέσεις.

3. Όταν Κράτος ή διεθνής οργανισμός που διετύπωσε αντίρρηση σε επιφύλαξη δεν αντιτάχθηκε στη θέση σε ισχύ τς συνθήκης μεταξύ αυτού και του Κράτους ή οργανισμού που διετύπωσε την επιφύλαξη, οι διατάξεις στις οποίες αναφέρεται η επιφύλαξη δεν εφαρμόζονται μεταξύ εκείνου που διετύπωσε την επιφύλαξη και του κράτους ή του οργανισμού που διετύπωσε την αντίρρηση, στο μέτρο που προβλέπεται από την επιφύλαξη.

### Άρθρο 22

Ανάκληση επιφυλάξεων και αντιρρήσεων στις επιφυλάξεις

1. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης, μια επιφύλαξη μπορεί ανά πάσα στιγμή να ανακληθεί χωρίς να είναι απαραίτητη για την ανάκλησή της η συναίνεση του Κράτους ή του διεθνούς οργανισμού που αποδέχθηκε την επιφύλαξη.

2. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης, μια αντίρρηση στην επιφύλαξη μπορεί να ανακληθεί ανά πάσα στιγμή.

3. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή πλην αντιθέτου συμφωνίας:

α) η ανάκληση επιφυλάξεως δεν επιφέρει αποτελέσματα ως προς συμβαλλόμενο Κράτος ή συμβαλλόμενο οργανισμό, παρά μόνο εφ' όσον η γνωστοποίησή της έχει ληφθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό αυτόν

β) η ανάκληση αντιρρήσεως σε επιφύλαξη δεν επιφέρει αποτελέσματα παρά μόνο εφ' όσον η γνωστοποίηση της ανακλήσεως αυτής έχει ληφθεί από το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό που διατύπωσε την επιφύλαξη.

### Άρθρο 23

Διαδικασία σχετική με τις επιφυλάξεις

1. Η επιφύλαξη, η ρητή αποδοχή επιφυλάξεως και αντίρρηση σε επιφύλαξη πρέπει να διατυπώνονται εγγράφως και να ανακοινώνονται στα συμβαλλόμενα Κράτη και στους συμβαλλόμενους οργανισμούς και στα άλλα Κράτη και στους άλλους διεθνείς οργανισμούς που δικαιούνται να γίνουν μέρη στη συνθήκη.

2. Εφ' όσον διατυπώνεται κατά την υπόγραφή της συνθήκης με επιφύλαξη επικυρώσεως, πράξεως επίσημης βεβαιώσεως, αποδοχής ή εγκρίσεως, η επιφύλαξη πρέπει να επιβεβαιώνεται επίσημα από το Κράτος ή το διεθνή οργναισμό που τη διετύπωσε, κατά τη στιγμή που εκφράζει τη συναίνεσή του να δεσμευθεί από τη συνθήκη . Στην περίπτωση αυτήν η επιφύλαξη θεωρείται ότι έγινε κατά την ημερομηνία που αυτή επιβεβαιώθηκε.

3. Ρητή αποδοχή επιφυλάξεως ή αντιρρήσεως σε επιφύλαξη, εφ' όσον είναι προγενέστερη της επιβεβαιώσεως της επιφυλάξεως, δεν χρειάζεται επιβεβαίωση.

4. Η ανάκληση επιφυλάξεως ή αντιρρήσεως σε επιφύλαξη πρέπει να διατυπωθεί εγγράφως.

## ΤΜΗΜΑ 3: ΘΕΣΗ ΣΕ ΙΣΧΥ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ ΚΑΙ ΠΡΟΣΩΡΙΝΗ ΕΦΑΡΜΟΓΗ

### Άρθρο 24

Θέση σε ισχύ

1. Συνθήκη τίθεται σε ισχύ σύμφωνα με τον τύπο και κατά την ημερομηνία που ορίζονται από τις διατάξεις της ή δια συμφωνίας μεταξύ των κρατών και των οργανισμών ή, ανάλογα με την περίπτωση, μεταξύ των οργανισμών που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις.

2. Ελλείψει τέτοιων διατάξεων ή τέτοιας συμφωνίας, συνθήκη τίθεται σε ισχύ ευθύς μόλις δοθεί η συναίνεση για δέσμευση από τη συνθήκη από όλα τα Κράτη και τους οργανισμούς ή, ανάλογα με την περίπτωση, από όλους τους οργανισμούς που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις.

3. Όταν η συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη δοθεί σε ημερομηνία μεταγενέστερη της θέσεως σε ισχύ της εν λόγω συνθήκης, αυτή, πλην αντιθέτου διατάξεως, τίθεται σε ισχύ κατά την ημερομηνία αυτήν έναντι του Κράτους ή του οργανισμού αυτού.

4. Οι διατάξεις της συνθήκης, που ρυθμίζουν το χαρακτηρισμό του κειμένου ως αυθεντικού, την παροχή της συναινέσεως για δέσμευση από τη συνθήκη, τον τύπο ή την ημερομηνία θέσεως σε ισχύ, τις επιφυλάξεις, τα καθήκοντα του θεματοφύλακα καθώς και τα άλλα θέματα που κατ'ανάγκη ανακύπτουν πριν από τη θέση σε ισχύ της συνθήκης, εφαρμόζονται ευθύς μετά την υιοθέτηση του κειμένου.

### Άρθρο 25

Προσωρινή εφαρμογή

1. Συνθήκη ή μέρος συνθήκης εφαρμόζεται προσωρινά εν αναμονή της θέσεώς της σε ισχύ:

α) εάν η ίδια η συνθήκη το προβλέπει ή

β) εάν τα Κράτη και οι οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, οι οργανισμοί που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις είχαν έτσι συμφωνήσει κατ'άλλον τρόπο.

2. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή αντιθέτου συμφωνίας των Κρατών και των διεθνών οργανισμών που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις ή, ανάλογα με την περίπτωση, των οργανισμών που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις, η προσωρινή εφαρμογή συνθήκης ή μέρους συνθήκης ως προς ένα Κράτος ή οργανισμό λήγει εάν το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός γνωστοποιήσει στα Κράτη και στους οργανισμούς, μεταξύ των οποίων η συνθήκη εφαρμόζεται προσωρινά, την πρόθεσή του να μη γίνει μέρος στη συνθήκη.

## ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ ΤΗΡΗΣΗ, ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΚΑΙ ΕΡΜΗΝΕΙΑ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ ΤΜΗΜΑ 1 : ΤΗΡΗΣΗ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

### Άρθρο 26

Pacta sunt servanda

Κάθε συνθήκη εν ισχύι δεσμεύει τα μέρη και πρέπει να εκτελείται από αυτά με καλή πίστη.

### Άρθρο 27

Εσωτερικό δίκαιο των κρατών, κανόνες των διεθνών οργανισμών και τήρηση των συνθηκών

1. Κράτος μέρος σε συνθήκη δεν μπορεί να επικαλεσθεί τους κανόνες του εσωτερικού του δικαίου για να δικαιολογήσει τη μη εφαρμογή της συνθήκης.

2. Διεθνής οργανισμός μέρος σε συνθήκη δεν μπορεί να επικαλεσθεί τους κανόνες του οργανισμού για να δικαιολογήσει τη μη εφαρμογή της συνθήκης.

3. Οι κανόνες που περιέχονται στις προηγούμενες παραγράφους δεν θίγουν το άρθρο 46.

## ΤΜΗΜΑ 2: ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

### Άρθρο 28

Μη αναδρομικότητα των συνθηκών

Εκτός από την περίπτωση όπου προκύπτει από τη συνθήκη ή κατ' άλλο τρόπο διαφορετική πρόθεση , οι διατάξεις συνθήκης δεν δεσμεύουν ένα μέρος σχετικά με πράξη ή γεγονός προγενέστερο της ημερομηνίας θέσεως σε ισχύ της συνθήκης αυτής όσον αφορά το μέρος αυτό ή σχετικά με κατάσταση που είχε πάψει να υπάρχει την ημερομηνία αυτή.

### Άρθρο 29

Εδαφική εφαρμογή των συνθηκών

Εκτός από την περίπτωση όπου προκύπτει από τη συνθήκη ή κατ' άλλο τρόπο διαφορετική πρόθεση, συνθήκη μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών δεσμεύει καθένα από τα Κράτη μέρη επί ολοκλήρου του εδάφους του.

### Άρθρο 30

Εφαρμογή διαδοχικών συνθηκών
που αναφέρονται στο ίδιο θέμα

1. Τα δικαιώματα και οι υποχρεώσεις των Κρατών και διεθνών οργανισμών που είναι μέρη σε διαδοχικές συνθήκες που αναφέρονται στο ίδιο θέμα καθορίζονται σύμφωνα με τις επόμενες παραγράφους.

2. Όταν συνθήκη ορίζει ρητά ότι είναι υποκείμενη σε συνθήκη προγενέστερη ή μεταγενέστερη ή ότι δεν πρέπει να θεωρηθεί ασυμβίβαστη προς αυτή, οι διατάξεις της τελευταίας αυτής συνθήκης υπερισχύουν.

3. Όταν όλα τα μέρη σε συνθήκη προγενέστερη είναι επίσης μέρη σε συνθήκη μεταγενέστερη χωρίς η προγενέστερη συνθήκη να έχει λήξει ή να έχει ανασταλεί η εφαρμογή της βάσει του άρθρου 59, η προγενέστερη συνθήκη δεν εφαρμόζεται παρά μόνο στο μέτρο που οι διατάξεις της συμβιβάζονται με εκείνες της μεταγενέστερης συνθήκης.

4. Όταν τα μέρη σε προγενέστερη συνθήκη δεν είναι όλα μέρη σε μεταγενέστερη συνθήκη:

α) στις σχέσεις μεταξύ δύο μερών, που το καθένα είναι μέρος στις δύο συνθήκες, ο εφαρμοστέος κανόνας είναι εκείνος της παραγράφου 3,

β) στις σχέσεις μεταξύ μέρους στις δύο συνθήκες και μέρους σε μία μόνο συνθήκη, η συνθήκη στην οποία και οι δύο είναι μέρη διέπει τα αμοιβαία δικαιώματα και τις υποχρεώσεις τους.

5. Η παράγραφος 4 εφαρμόζεται, χωρίς να θίγεται το άρθρο 41, οποιοδήποτε θέμα περί λήξεως ή αναστολής συνθήκης βάσει του άρθρου 60 ή οποιοδήποτε άλλο θέμα ευθύνης που μπορεί να προκύψει για Κράτος ή διεθνή οργανισμό από τη σύναψη ή την εφαρμογή συνθήκης, της οποίας οι διατάξεις είναι ασυμβίβαστες με τις υποχρεώσεις που έχει έναντι Κράτους ή οργανισμού δυνάμει άλλης συνθήκης .

6. Οι προηγούμενες παράγραφοι δεν θίγουν το γεγονός ότι, σε περίπτωση διαστάσεως μεταξύ των υποχρεώσεων που απορρέουν από τον Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών και των υποχρεώσεων που απορρέουν από συνθήκη, υπερισχύουν οι πρώτες.

## ΤΜΗΜΑ 3 : ΕΡΜΗΝΕΙΑ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

### Άρθρο 31

Γενικός κανόνας ερμηνείας

1. Μία συνθήκη πρέπει να ερμηνεύεται με καλή πίστη σύμφωνα με τη συνήθη έννοια που αποδίδεται στους όρους της συνθήκης στο σύνολό τους και υπό το φως του αντικειμένου και του σκοπού της.

2. Για το σκοπό της ερμηνείας της συνθήκης, το σύνολο της συνθήκης περιλαμβάνει, εκτός από το κείμενο, συμπεριλαμβανομένων του προοιμίου και των παραρτημάτων:

α) κάθε συμφωνία που αναφέρεται στη συνθήκη και που έγινε μεταξύ όλων των μερών επ' ευκαιρία της συνάψεως της συνθήκης,

β) κάθε έγγραφο που συνετάγη από ένα ή περισσότερα μέρη επ' ευκαιρία της συνάψεως της συνθήκης και που έχει γίνει αποδεκτό από τα άλλα μέρη ως έγγραφο που έχει σχέση με τη συνθήκη.

3. Μαζί με το σύνολο της συνθήκης, θα λαμβάνεται υπόψη:

α) κάθε μεταγενέστερη συμφωνία μεταξύ των μερών σχετική με την ερμηνεία της συνθήκης ή την εφαρμογή των διατάξεών της

β) κάθε μεταγενέστερη πρακτική που ακολουθείται κατά την εφαρμογή της συνθήκης, από την οποία προκύπτει συμφωνία των μερών ως προς την ερμηνεία της συνθήκης,

γ) κάθε σχετικός κανόνας διεθνούς δικαίου εφαρμοστέος στις σχέσεις μεταξύ των μερών.

4. Ειδική έννοια θα δίδεται σ' έναν όρο, εάν προκύπτει ότι τέτοια ήταν η πρόθεση των μερών.

### Άρθρο 32

Συμπληρωματικά μέσα ερμηνείας

Είναι δυνατό να αναζητηθούν συμπληρωματικά μέσα ερμηνείας και ιδιαίτερα οι προκαταρκτικές εργασίες και οι περιστάσεις υπό τις οποίες συνήφθη η συνθήκη, ώστε είτε να επιβεβαιωθεί η έννοια που προκύπτει από την εφαρμογή του άρθρου 31 είτε να καθορισθεί η έννοια όταν η ερμηνεία που δίδεται βάσει του άρθρου 31

α) αφήνει την έννοια ασαφή ή αφανή ή

β) οδηγεί σε αποτέλεσμα που είναι προδήλως άτοπο ή παράλογο.

### Άρθρο 33

Ερμηνεία συνθηκών που έχουν χαρακτηρισθεί σε δύο ή περισσότερες γλώσσες ως αυθεντικές

1. Όταν συνθήκη έχει χαρακτηρισθεί ως αυθεντική σε δύο ή περισσότερες γλώσσες, το κείμενό της έχει την ίδια ισχύ και στις δύο γλώσσες, εκτός εάν η συνθήκη ορίζει ή εάν τα Κράτη συμφωνήσουν ότι σε περίπτωση διαστάσεως υπερισχύει καθορισμένο κείμενο.

2. Συνθήκη σε γλώσσα άλλη από εκείνες, στις οποίες έχει χαρχτηρισθεί ως αυθεντικό το κείμενο, δεν θεωρείται αυθεντική, εκτός εάν η συνθήκη το προβλέπει ή εάν τα μέρη συμφώνησαν έτσι.

3. Οι όροι συνθήκης θεωρούνται ότι έχουν την ίδια έννοια στα διάφορα αυθεντικά κείμενα.

4. Εκτός της περιπτώσεως που ορισμένο κείμενο υπερισχύει σύμφωνα με την παράγραφο 1, όταν η σύγκριση των αυθεντικών κειμένων αποκαλύπτει εννοιολογική διαφορά, την οποία δεν μπορεί να εξαλείψει η εφαρμογή των άρθρων 31 και 32, υιοθετείται η έννοια η οποία, λαμβανομένου υπόψη του αντικειμένου και του σκοπού της συνθήκης, συμβιβάζει καλύτερα τα κείμενα αυτά.

## ΤΜΗΜΑ 4 : ΣΥΝΘΗΚΕΣ ΚΑΙ ΤΡΙΤΑ ΚΡΑΤΗ Η ΤΡΙΤΟΙ ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΙ

### Άρθρο 34

Γενικός κανόνας που αφορά τα τρίτα
Κράτη ή τους τρίτους οργανισμούς

Συνθήκη δεν δημιουργεί ούτε υποχρεώσεις ούτε δικαιώματα για τρίτο Κράτος ή για τρίτο οργανισμό χωρίς τη συναίνεση του κράτους ή του οργανισμού αυτού.

### Άρθρο 35

Συνθήκες που προβλέπουν υποχρεώσεις
για τρίτα Κράτη ή τρίτους οργανισμούς

Δημιουργείται υποχρέωση για τρίτο Κράτος ή τρίτο οργανισμό από διάταξη συνθήκης, εάν τα μέρη στη συνθήκη αυτήν έχουν την πρόθεση να δημιουργήσουν υποχρέωση με τη διάταξη αυτήν και εάν το τρίτο κράτος ή ο τρίτος οργανισμός αποδεχθεί ρητά και εγγράφως την υποχρέωση αυτήν. Η αποδοχή από τρίτο οργανισμό τέτοιας υποχρεώσεως διέπεται από τους κανόνες του οργανισμού αυτού.

### Άρθρο 36

Συνθήκες που προβλέπουν δικαιώματα
για τρίτα Κράτη ή τρίτους οργανισμούς

1. Δικαίωμα δημιουργείται για τρίτο Κράτος από διάταξη συνθήκης εάν τα μέρη στη συνθήκη αυτήν έχουν την πρόθεση με τη διάταξη αυτή να εκχωρήσουν το δικαίωμα αυτό είτε στο τρίτο Κράτος ή σε ομάδα κρατών στην οποία τούτο ανήκει, είτε σε όλα τα κράτη και εφ' όσον το τρίτο Κράτος συγκατατίθεται σ' αυτό.

Η συναίνεση αυτή τεκμαίρεται εφ' όσον δεν υπάρχει αντίθετη ένδειξη, πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης.

2. Δικαίωμα δημιουργείται για τρίτο οργανισμό από διάταξη συνθήκης, εάν τα μέρη στη συνθήκη αυτή έχουν την πρόθεση, με τη διάταξη αυτή, να εχχωρήσουν το δικαίωμα αυτό είτε σε τρίτο οργανισμό ή σε ομάδα διεθνών οργανισμών, στην οποία αυτός ανήκει, είτε σε όλους τους οργανισμούς και εφ' όσον ο τρίτος οργανισμός συγκατατίθεται σ' αυτό. Η συναίνεση διέπεται από τους κανόνες του οργανισμού.

3. Κράτος ή διεθνής οργανισμός που ασκεί δικαίωμα κατ' εφαρμογή της παραγράφου 1 ή 2 έχει υποχρέωση να σέβεται, για την άσκηση του δικαιώ-

ματος αυτού, τους όρους που προβλέπονται στη συνθήκη ή που καθιερώνονται σύμφωνα με τις διατάξεις της.

Άρθρο 37

Ανάκληση ή τροποποίηση υποχρεώσεων ή δικαιωμάτων τρίτων Κρατών ή τρίτων οργανισμών

1. Σε περίπτωση που δημιουργείται υποχρέωση για τρίτο Κράτος ή τρίτο οργανισμό σύμφωνα με το άρθρο 35, η υποχρέωση αυτή δεν μπορεί να ανακληθεί ή να τροποποιηθεί παρά μόνο με τη συναίνεση των μερών στη συνθήκη και του τρίτου Κράτους ή του τρίτου οργανισμού, εκτός εάν προκύπτει ότι είχαν συμφωνήσει διαφορετικά.

2. Σε περίπτωση που δικαίωμα δημιουργείται για τρίτο Κράτος ή τρίτο οργανισμό σύμφωνα με το άρθρο 36, το δικαίωμα αυτό δεν μπορεί να ανακληθεί ή να τροποποιηθεί από τα μέρη, εάν προκύπτει ότι τούτο δεν υπόκειται σε ανάκληση ή τροποποίηση χωρίς τη συναίνεση του τρίτου Κράτους ή του τρίτου οργανισμού.

3. Η συναίνεση διεθνούς οργανισμού μέρους στη συνθήκη ή τρίτου οργανισμού, που προβλέπεται στις προηγούμενες παραγράφους, διέπεται από τους κανόνες του οργανισμού αυτού.

Άρθρο 38

Κανόνες συνθήκης που γίνονται υποχρεωτικοί για τρίτα Κράτη ή τρίτους οργανισμούς από τη δημιουργία διεθνούς εθίμου

Καμία διάταξη των άρθρων 34 – 37 δεν αποκλείει όπως κανόνας εξαγγελλόμενος σε συνθήκη καταστεί υποχρεωτικός για τρίτο Κράτος ή τρίτο οργανισμό ως εθιμικός κανόνας διεθνούς δικαίου αναγνωρισμένος σαν τέτοιος.

## ΜΕΡΟΣ IV
## ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΚΑΙ ΜΕΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

Άρθρο 39

Γενικός κανόνας σχετικός με την τροποποίηση των συνθηκών

1. Συνθήκη μπορεί να τροποποιηθεί με συμφωνία μεταξύ των μερών. Εκτός εάν η συνθήκη ορίζει διαφορετικά, οι κανόνες που εξαγγέλλονται στο Μέρος II εφαρμόζονται σε τέτοια συμφωνία.

2. Η συναίνεση διεθνούς οργανισμού στη συμφωνία που προβλέπεται στην παράγραφο 1 διέπεται από τους κανόνες του οργανσμού αυτού.

Άρθρο 40

Τροποποίηση πολυμερών συνθηκών

1. Η τροποποίηση των πολυμερών συνθηκών διέπεται από τις επόμενες παραγράφους.

2. Κάθε πρόταση που αποσκοπεί στο να τροποποιήσει πολυμερή συνθήκη στις σχέσεις μεταξύ όλων των μερών πρέπει να γνωστοποιείται σε όλα τα συμβαλλόμενα Κράτη και σε όλους τους συμβαλλόμενους οργανισμούς και καθένα δικαιούται να συμμετέχει:

α) στην απόφαση επί της συνεχείας που θα δοθεί στην πρόταση αυτήν

β) στις διαπραγματεύσεις και στη σύναψη κάθε συμφωνίας που έχει ως αντικείμενο την τροποποίηση της συνθήκης.

3. Κάθε Κράτος ή κάθε διεθνής οργανισμός, που δικαιούται να γίνει μέρος στη συνθήκη, δικαιούται επίσης να γίνει μέρος στη συνθήκη, όπως αυτή τροποποιήθηκε.

4. Η τροποποιητική συμφωνία δεν δεσμεύει τα Κράτη ή τους διεθνείς οργανισμούς που είναι ήδη μέρη στη συνθήκη και που δεν γίνονται μέρη στη συμφωνία αυτή. Το εδάφιο β) της παραγράφου 4 του άρθρου 30 εφαρμόζεται ως προς τα Κράτη ή τους οργανισμούς αυτούς.

5. Κάθε Κράτος ή κάθε διεθνής οργανισμός που γίνεται μέρος στη συνθήκη μετά τη θέση σε ισχύ της τροποποιητικής συμφωνίας θεωρείται, εφ' όσον δεν εκφράζει διαφορετική πρόθεση:

α) μέρος στη συνθήκη όπως αυτή τροποποιήθηκε και

β) μέρος στη μη τροποποιηθείσα συνθήκη ως προς κάθε μέρος στη συνθήκη, το οποίο δεν δεσμεύεται από την τροποποιητική συνθήκη.

Άρθρο 41

Συμφωνίες που αποσκοπούν στη μεταβολή των πολυμερών συνθηκών στις σχέσεις μεταξύ ορισμένων μόνο μερών

1. Δύο ή περισσότερα μέρη σε πολυμερή συνθήκη μπορούν να συνάψουν συμφωνία που αποσκοπεί στη μεταβολή της συνθήκης ως προς τις αμοιβαίες σχέσεις τους μόνο

α) εάν η δυνατότητα τέτοιας μεταβολής προβλέπεται από τη συνθήκη ή

β) εάν η εν λόγω μεταβολή δεν απαγορεύεται από τη συνθήκη, υπό τον όρο ότι:

i) δεν θίγει ούτε δικαιώματα τα οποία τα άλλα μέρη έχουν δυνάμει της συνθήκης ούτε την εκτέλεση των υποχρεώσεών τους και

ii) δεν αναφέρεται σε διάταξη, απόκλιση από την οποία είναι ασυμβίβαστη με την αποτελεσματική τήρηση του αντικειμένου και του σκοπού της συνθήκης στο σύνολό της.

2. Εκτός εάν, στην περίπτωση του εδαφίου α) της παραγράφου 1, η συνθήκη ορίζει διαφορετικά, τα ενδιαφερόμενα μέρη πρέπει να γνωστοποιούν στα άλλα μέρη την πρόθεσή τους να συνάψουν συμφωνία και τις μεταβολές που η συμφωνία αυτή επιφέρει στη συνθήκη.

## ΜΕΡΟΣ V
## ΑΚΥΡΟΤΗΤΑ, ΛΗΞΗ ΚΑΙ ΑΝΑΣΤΟΛΗ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ
## ΤΜΗΜΑ 1.

### ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 42

Εγκυρότητα και τήρηση σε ισχύ των συνθηκών

1. Η εγκυρότητα συνθήκης ή της συναινέσεως Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από αυτή μπορεί να αμφισβητηθεί μόνο κατ' εφαρμογή της παρούσας Συμβάσεως.

2. Η λήξη της συνθήκης, η καταγγελία της ή η αποχώρηση μέρους από αυτή μπορούν να επέλθουν μόνο κατ' εφαρμογή των διατάξεων των συνθηκών ή της παρούσας Συμβάσεως. Ο ίδιος κανόνας ισχύει και για την αναστολή της εφαρμογής της Συνθήκης.

Άρθρο 43

Υποχρεώσεις που επιβάλλονται από το διεθνές δίκαιο ανεξαρτήτως της συνθήκης

Η ακυρότητα, η λήξη και η καταγγελία της συνθήκης, η αποχώρηση μέρους από αυτήν ή η αναστολή εφαρμογής της συνθήκης, που πραγματοποιούνται δυνάμει της παρούσας Συμβάσεως ή των διατάξεων της συνθήκης, δεν θίγουν με κανέναν τρόπο το καθήκον του Κράτους ή του διεθνούς οργανισμού να εκπληρώνει κάθε υποχρέωση που εξαγγέλλεται στη συνθήκη και την οποία σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο έχει το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός ανεξαρτήτως της εν λόγω συνθήκης.

Άρθρο 44

Δυνατότης διαχωρισμού διατάξεων συνθήκης

1. Δικαίωμα μέρους, που προβλέπεται από τη Συνθήκη ή που απορρέει από το άρθρο 56, να καταγγείλει τη Συνθήκη, να αποχωρήσει ή να αναστείλει την εφαρμογή της, μπορεί να ασκηθεί μόνο σε σχέση με το σύνολο της Συνθήκης, εκτός αν αυτή ορίζει ή τα μέρη συμφώνησαν διαφορετικά.

2. Είναι δυνατή η επίκληση λόγου ακυρότητας ή λήξεως συνθήκης, αποχωρήσεως ενός των μερών ή αναστολής εφαρμογής της συνθήκης, που αναγνωρίζεται από τους όρους της παρούσας Συμβάσεως, μόνο ως προς το σύνολο της Συνθήκης, με εξαίρεση τις περιπτώσεις που προβλέπονται στις παρακάτω παραγράφους ή στο άρθρο 60.

3. Εάν ο επικαλούμενος λόγος αναφέρεται μόνο σε ορισμένες διατάξεις, μπορεί να γίνει επίκληση αυτού μόνο ως προς τις διατάξεις αυτές, εφ' όσον

α) οι διατάξεις αυτές είναι δυνατό να διαχωριστούν από το υπόλοιπο της σύνθήκης όσον αφορά την εφαρμογή τους

β) προκύπτει από τη συνθήκη ή κατ'άλλο τρόπο ότι η αποδοχή των διατάξεων αυτών δεν απετέλεσε για το άλλο συμβαλλόμενο μέρος ή τα άλλα συμβαλλόμενα μέρη ουσιώδη βάση της συναινέσεώς τους να δεσμευθούν από τη Συνθήκη στο συνολό τους και

γ) δεν είναι άδικη η συνεχιζόμενη εφαρμογή του υπολοίπου της συνθήκης.

4. Σε περιπτώσεις που εμπίπτουν στα άρθρα 49 και 50 το Κράτος ή ο διεθνής οργανισμός, που δικαιούται να επικαλεσθεί απάτη ή δωροδοκία, μπορεί να το πράξει είτε σε σχέση με ολόκληρη τη συνθήκη είτε, στην περίπτωση της παραγράφου 3, σε σχέση μόνο με ορισμένες συγκεκριμένες διατάξεις.

5. Στις περπτώσεις που προβλέπονται στα άρθρα 51,52 και 53 ο διαχωρισμός των διατάξεων της συνθήκης δεν επιτρέπεται.

Άρθρο 45

Απώλεια δικαιώματος επικλήσεως λόγου ακυρότητας ή λήξεως συνθήκης αποχωρήσεως ή αναστολής εφαρμογής συνθήκης

1. Κράτος δεν μπορεί να επικαλεσθεί λόγο ακυρότητας ή λόγο λήξεως συνθήκης, αποχωρήσεως ή αναστολής εφαρμογής της σύμφωνα με τα άρθρα 46 έως 50 ή τα άρθρα 60 και 62 εάν, αφού έλαβε γνώση των γεγονότων, το Κράτος αυτό:

α) ρητά συμφώνησε ότι η συνθήκη ανάλογα με την περίπτωση είναι έγκυρη ή παραμένει σε ισχύ ή συνεχίζει να εφαρμόζεται ή

β) πρέπει να θεωρηθεί ότι συναίνεσε, όπως προκύπτει από την συμπεριφορά του, ότι η συνθήκη, ανάλογα με την περίπτωση, είναι έγκυρη ή παραμένει σε ισχύ ή εφαρμόζεται.

2. Διεθνής οργανισμός δεν μπορεί να επικαλεσθεί λόγο ακυρότητας ή λήξεως της συνθήκης ή λόγο αποχωρήσεως ή αναστολής εφαρμογής της σύμφωνα με τα άρθρα 46 έως 50 ή τα άρθρα 60 και 62, εάν, αφού έλαβε γνώση των γεγονότων, ο οργανισμός αυτός:

α) ρητά συμφώνησε ότι η συνθήκη, ανάλογα με την περίπτωση, είναι έγκυρη ή παραμένει σε ισχύ ή συνεχίζει να εφαρμόζεται ή

β) πρέπει να θεωρηθεί ότι, όπως προκύπτει απο τη συμπεριφορά του αρμόδιου οργάνου, παραιτήθηκε του δικαιώματος επικλήσεως της αιτίας ή του λόγου αυτού.

ΤΜΗΜΑ 2
ΑΚΥΡΟΤΗΤΑ ΤΩΝ ΣΥΝΘΗΚΩΝ

Άρθρο 46

Διατάξεις εσωτερικού δικαίου Κράτους και κανόνες διεθνούς οργανισμού σχετικά με την αρμοδιότητα συνομολογήσεως των συνθηκών

1. Κράτος δεν μπορεί να επικαλεσθεί το γεγονός ότι η συναίνεσή του να δεσμευθεί από τη συνθήκη εδόθη κατά παραβίαση διατάξεως του εσωτερικού του δικαίου, σχετικής με την αρμοδιότητα συνομολογήσεως συνθηκών ως ελάττωμα της συναινέσεώς του, εκτός εάν η παραβίαση αυτή ήταν έκδηλη και αφορούσε κανόνα εσωτερικού δικαίου θεμελιώδους σημασίας.

2. Διεθνής οργανισμός δεν μπορεί να επικαλεσθεί το γεγονός ότι η συναίνεσή του να δεσμευθεί από τη συνθήκη εδόθη κατά παραβίαση των κανόνων του οργανισμού των σχετικών με την αρμοδιότητα συνομολογήσεως συνθηκών ως ελάττωμα της συναινέσεώς του, εκτός εάν η παραβίαση αυτή ήταν έκδηλη και αφορούσε κανόνα θεμελιώδους σημασίας.

3. Η παραβίαση είναι έκδηλη όταν παρουσιάζεται αντικειμενικά προφανής για κάθε Κράτος ή για κάθε διεθνή οργανισμό συμπεριφερόμενο εν προκειμένω κατά τη συνήθη πρακτική των Κρατών και, ανάλογα με την περίπτωση, των διεθνών οργανισμών, με καλή πίστη.

Άρθρο 47

Ειδικός περιορισμός της αρμοδιότητας εκφράσεως της συναινέσεως Κράτους ή διεθνούς οργανισμού

Εάν η αρμοδιότητα του αντιπροσώπου να εκφράσει τη συναίνεση Κράτους ή διεθνούς οργανισμού, όπως δεσμευθεί από συγκεκριμένη συνθήκη, ετέθη υπό ειδικό περιορισμό, η απ' αυτόν παράλειψη σεβασμού του περιορισμού αυτού δεν μπορεί να επιφέρει ακύρωση της συναινέσεως που δόθηκε απ' αυτόν, εκτός εάν ο περιορισμός αυτός γνωστοποιήθηκε στα άλλα Κράτη και οργανισμούς που μετείχαν στις διαπραγματεύσεις πριν την έκφραση της συναινέσεως αυτής.

Άρθρο 48

Πλάνη

1. Κράτος ή διεθνής οργανισμός μπορεί να επικαλεσθεί πλάνη σε συνθήκη, η οποία ακυρώνει τη συναίνεσή του να δεσμευθεί απο αυτήν, εάν η πλάνη αυτή αναφέρεται σε γεγονός ή κατάσταση, την οποία το Κράτος ή ο διεθνής οργανισμός θεωρούσε ότι υπήρχε κατά το χρόνο συνομολογήσεως της συνθήκης και η οποία αποτελούσε ουσιαστική βάση της συναινέσεως του Κράτους αυτού ή του διεθνούς οργανισμού αυτού να δεσμευθεί από τη συνθήκη.

2. Η παράγραφος 1 δεν εφαρμόζεται εάν το εν λόγω Κράτος ή ο εν λόγω διεθνής οργανισμός συνέβαλε με τη συμπεριφορά του στην πλάνη αυτήν ή εάν οι περιστάσεις ήταν τέτοιες, ώστε να είχαν προειδοποιηθεί για το ενδεχόμενο υπάρξεως πλάνης.

3. Πλάνη που αφορά μόνο τη διατύπωση του κειμένου συνθήκης δεν θίγει την εγκυρότητά της. Στην περίπτωση αυτήν εφαρμόζεται το άρθρο 80.

Άρθρο 49

Απάτη

Κράτος ή διεθνής οργανισμός που οδηγήθηκε σε συνομολόγηση συνθήκης ένεκα δολίας συμπεριφοράς Κράτους ή οργανισμού που έχει συμμετάσχει στις διαπραγματεύσεις, μπορεί να επικαλεσθεί την απάτη σαν λόγο ακυρώσεως της συναινέσεώς του να δεσμευθεί από τη συνθήκη.

Άρθρο 50

Δωροδοκία αντιπροσώπου Κράτους ή διεθνούς οργανισμού

Κράτος ή διεθνής οργανισμός, του οποίου η έκφραση συναινέσεως να δεσμευθεί από συνθήκη εξασφαλίσθηκε κατόπιν δωροδοκίας του αντιπροσώπου του, που προκλήθηκε άμεσα ή έμμεσα από ενέργειες Κράτους ή οργανισμού που συμμετείχαν στις διαπραγματεύσεις, μπορεί να επικαλεσθεί τη δωροδοκία αυτήν ως λόγο ακυρώσεως της συναινέσεώς του να δεσμευθεί από τη συνθήκη.

Άρθρο 51

Εξαναγκασμός ασκηθείς σε αντιπρόσωπο Κράτους ή διεθνούς οργανισμού

Στερείται οποιασδήποτε νομικής ισχύος η έκφραση της συναινέσεως Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από συνθήκη, εάν αυτή εξασφαλίστηκε κατόπιν εξαναγκασμού ασκηθέντος επί του αντιπροσώπου του Κράτους ή του οργανισμού αυτού, δια πράξεων ή απειλών.

Άρθρο 52

Εξαναγκασμός ασκηθείς σε Κράτος ή διεθνή οργανισμό με απειλή ή χρήση βίας

Κάθε συνθήκη είναι άκυρη εάν η σύναψή της έγινε με απειλή ή χρήση βίας κατά παραβίαση των αρχών του διεθνούς δικαίου, όπως αυτές περιέχονται στο Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 53

Συνθήκες σε σύγκρουση με αναγκαστικό κανόνα γενικού διεθνούς δικαίου (jus cogens)

Άκυρη είναι κάθε συνθήκη που κατά το χρόνο συνομολογήσεώς της συγκρούεται με αναγκαστικό κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου. Για τους σκοπούς της Συμβάσεως αυτής, αναγκαστικός κανόνας του γενικού διεθνούς δικαίου είναι κανόνας αποδεκτός και αναγνωρισμένος από τη διεθνή κοινότητα των Κρατών, στο σύνολό της, ως κανόνας από τον οποίο δεν επιτρέπεται καμία παρέκκλιση και που δεν μπορεί να τροποποιηθεί, παρά μόνο από νέο κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου, που να έχει τον ίδιο χαρακτήρα.

ΤΜΗΜΑ 3
ΛΗΞΗ ΣΥΝΘΗΚΩΝ ΚΑΙ ΑΝΑΣΤΟΛΗ ΤΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΟΥΣ

Άρθρο 54

Λήξη συνθήκης ή αποχώρηση από συνθήκη, δυνάμει διατάξεών της ή με τη συναίνεση των μερών

Η λήξη συνθήκης ή η αποχώρηση μέρους μπορούν να λάβουν χώρα:

α) σύμφωνα με τις διατάξεις της συνθήκης ή

β) οποιαδήποτε στιγμή, με την συναίνεση όλων των μερών, αφού προηγουμένως ερωτηθούν σχετικά τα συμβαλλόμενα Κράτη και οι συμβαλλόμενοι οργανισμοί.

Άρθρο 55

Ελάττωση των μερών σε πολυμερή συνθήκη κάτω του αριθμού του αναγκαίου για τη θέση αυτής σε ισχύ

Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης, πολυμερής συνθήκη δεν λήγει από μόνο το γεγονός ότι ο αριθμός των μερών αυτής ελαττώθηκε κάτω του αριθμού του αναγκαίου για τη θέση αυτής σε ισχύ.

Άρθρο 56

Καταγγελία ή αποχώρηση από συνθήκη που δεν περιλαμβάνει διατάξεις αναφερόμενες στη λήξη, καταγγελία ή αποχώρηση

1. Συνθήκη, που δεν περιέχει διατάξεις αναφερόμενες στη λήξη της και

δεν προβλέπει την καταγγελία ή αποχώρηση από αυτή, δεν μπορεί να αποτελέσει αντικείμενο καταγγελίας ή αποχωρήσεως, εκτός εάν:

α) αποδεικνύεται ότι υπήρχε πρόθεση των μερών να δεχθούν τη δυνατότητα καταγγελίας ή αποχωρήσεως από αυτήν ή

β) το δικαίωμα καταγγελίας ή αποχωρήσεως από αυτήν μπορεί να συναχθεί από τη φύση της συνθήκης.

2. Ένα μέρος οφείλει να γνωστοποιήσει τουλάχιστο 12 μήνες ενωρίτερα την πρόθεσή του να καταγγείλει τη συνθήκη ή να αποχωρήσει από αυτή σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1.

Άρθρο 57

Αναστολή της εφαρμογής της συνθήκης δυνάμει των διατάξεών της ή με τη συναίνεση των μερών

Η εφαρμογή συνθήκης σε σχέση με όλα τα μέρη ή σε σχέση με ένα συγκεκριμένο μέρος μπορεί να ανασταλεί:

α) σύμφωνα με τις διατάξεις της συνθήκης ή

β) οποιαδήποτε στιγμή με τη συναίνεση όλων των μερών, αφού προηγουμένως ερωτηθούν σχετικά τα συμβαλλόμενα Κράτη και οι συμβαλλόμενοι οργανισμοί.

Άρθρο 58

Αναστολή εφαρμογής πολυμερούς συνθήκης με συμφωνία ορισμένων μόνο μερών

1. Δύο ή περισσότερα μέρη σε πολυμερή συνθήκη μπορούν να συνομολογήσουν συμφωνία, που να έχει ως αντικείμενο την προσωρινή και μόνο μεταξύ αυτών αναστολή της εφαρμογής των διατάξεων της συνθήκης:

α) εάν η δυνατότητα μιας τέτοιας αναστολής προβλέπεται από τη συνθήκη ή

β) εάν η εν λόγω αναστολή δεν απαγορεύεται από τη συνθήκη με την προϋπόθεση ότι:

i. δεν θίγει την απόλαυση, από τα άλλα μέρη, των δικαιωμάτων που απορρέουν από τη συνθήκη ή την εκτέλεση των υποχρεώσεών τους και

ii. δεν είναι ασυμβίβαστη με το αντικείμενο και το σκοπό της συνθήκης.

2. Πλήν αντιθέτου διατάξεως της Συνθήκης, στην περίπτωση του εδαφ.α της παρ.1, τα εν λόγω μέρη οφείλουν να γνωστοποιήσουν στα άλλα μέρη την πρόθεσή τους να συνάψουν τη συμφωνία και τις διατάξεις της συνθήκης, των οποίων την εφαρμογή έχουν την πρόθεση να αναστείλουν.

Άρθρο 59

Λήξη συνθήκης ή αναστολή εφαρμογής της που προκύπτει από το γεγονός συνομολογήσεως μεταγενέστερης συνθήκης

1. Συνθήκη θεωρείται ότι έχει λήξει όταν όλα τα μέρη σ'αυτήν τη συνθήκη συνάψουν μεταγενέστερη συνθήκη που αναφέρεται στο ίδιο θέμα και

α) εάν προκύπτει από μεταγενέστερη συνθήκη ή αποδεικνύεται κατ' άλλον τρόπο ότι τα μέρη είχαν την πρόθεση το εν λόγω θέμα να διέπεται από τη συνθήκη αυτήν ή

β) εάν οι διατάξεις της μεταγενέστερης συνθήκης είναι ασυμβίβαστες με εκείνες της προγενέστερης συνθήκης σε τέτοιο σημείο, ώστε είναι αδύνατο να εφαρμόζονται οι δύο συνθήκες ταυτοχρόνως.

2. Η προγενέστερη συνθήκη θεωρείται ότι έχει απλώς ανασταλεί, εάν προκύπτει από τη μεταγενέστερη συνθήκη ή αποδεικνύεται κατ' άλλο τρόπο ότι τέτοια ήταν η πρόθεση των μερών.

Άρθρο 60

Λήξη συνθήκης ή αναστολή εφαρμογής της ως συνέπεια παραβιάσεώς της

1. Ουσιαστική παραβίαση διμερούς συνθήκης από ένα μέρος παρέχει το δικαίωμα στο άλλο μέρος να επικαλεσθεί την παραβίαση αυτήν ως λόγο λήξεως της συνθήκης ή αναστολής της εφαρμογής της εν όλω ή εν μέρει.

2. Ουσιαστική παραβίαση πολυμερούς συνθήκης από ένα μέρος παρέχει το δικαίωμα:

α) στα άλλα μέρη να αναστείλουν κατόπιν ομόφωνης συμφωνίας την εφαρμογή της συνθήκης εν όλω ή εν μέρει ή να τερματίσουν αυτήν

i. είτε ως προς τις σχέσεις μεταξύ των ιδίων και του Κράτους ή του διεθνούς οργανισμού που παραβίασε τη συνθήκη,

ii. είτε ως προς όλα τα μέρη

β) στο μέρος που ιδιαίτερα εθίγη από την παραβίαση, να την επικαλεσθεί ως λόγο αναστολής εφαρμογής της συνθήκης εν όλω ή εν μέρει ως προς τις σχέσεις του με το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό που παραβίασε τη συνθήκη

γ) σε οποιοδήποτε μέρος, εκτός από το Κράτος ή το διεθνή οργανισμό που παραβίασε τη συνθήκη, να επικαλεσθεί την παραβίαση ως λόγο αναστολής εφαρμογής της συνθήκης εν όλω ή εν μέρει ως προς ό,τι το αφορά, εάν η συνθήκη είναι τέτοιας φύσεως ώστε μία ουσιαστική παραβίαση των διατάξεών της από ένα μέρος να μεταβάλει ριζικά τη θέση καθενός από τα μέρη όσον αφορά την περαιτέρω εκτέλεση των υποχρεώσεών τους δυνάμει της συνθήκης.

3. Για τους σκοπούς του άρθρου αυτού, ουσιαστική παραβίαση συνθήκης αποτελεί:

α) απόρριψη συνθήκης μη επιτρεπομένη από την παρούσα Σύμβαση ή

β) παραβίαση διατάξεως ουσιαστικής για την πραγματοποίηση του αντικειμένου ή του σκοπού της συνθήκης.

4. Οι προηγούμενες παράγραφοι δεν θίγουν καμία διάταξη της συνθήκης εφαρμοζομένη σε περίπτωση παραβιάσεως.

5. Οι παράγραφοι 1 έως 3 δεν εφαρμόζονται στις διατάξεις τις σχετικές με την προστασία της ανθρώπινης προσωπικότητας που περιέχονται σε συνθήκες ανθρωπιστικού χαρακτήρα, ιδιαίτερα σε διατάξεις που αποκλείουν κάθε μορφή αντιποίνων εναντίον προσώπων που προστατεύονται από τις εν λόγω συνθήκες.

Άρθρο 61

Αιφνίδια κατάσταση που καθιστά την εκτέλεση αδύνατη

1. Μέρος σε συνθήκη μπορεί να επικαλεσθεί αδυναμία εκτελέσεως συνθήκης ως λόγο λήξεως ή αποχωρήσεως από αυτήν, εάν η αδυναμία αυτή είναι αποτέλεσμα οριστικής εξαλείψεως ή καταστροφής αντικειμένου απαραίτητου για την εκτέλεση της συνθήκης. Εάν η αδυναμία είναι προσωρινή, το μέρος μπορεί να επικαλεσθεί αυτή μόνο ως λόγο αναστολής εφαρμογής της συνθήκης.

2. Μέρος δεν μπορεί να επικαλεσθεί αδυναμία εκτελέσεως ως λόγο λήξεως της συνθήκης ή αποχωρήσεως από αυτήν ή αναστολής εφαρμογής της, εάν η αδυναμία αυτή απορρέει από παραβίαση από το μέρος που την επικαλείται, είτε από υποχρέωση που θεσπίστηκε από τη συνθήκη είτε από οποιαδήποτε άλλη διεθνή υποχρέωση έναντι οποιουδήποτε άλλου μέρους στη συνθήκη.

Άρθρο 62

Θεμελιώδης αλλαγή των περιστάσεων

1. Δεν μπορεί να γίνει επίκληση θεμελιώδους αλλαγής των περιστάσεων, η οποία επήλθε σε σχέση με τις υπάρχουσες περιστάσεις κατά τη στιγμή της συνομολογήσεως της συνθήκης και οι οποίες δεν είχαν προβλεφθεί από τα μέρη, ως λόγος λήξεως της συνθήκης ή αποχωρήσεως από αυτήν, εκτός εάν:

α) η ύπαρξη αυτών των περιστάσεων συνιστούσε ουσιώδη βάση για τη συναίνεση των μερών να δεσμευθούν από τη συνθήκη και

β) η αλλαγή αυτή είχε σαν αποτέλεσμα τη ριζική μεταβολή της εκτάσεως των υποχρεώσεων, που απομένουν προς εκπλήρωση δυνάμει της συνθήκης.

2. Δεν μπορεί να γίνει επίκληση θεμελιώδους αλλαγής των περιστάσεων ως λόγου λήξεως της συνθήκης μεταξύ δύο ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών ή αποχωρήσεως από αυτήν, εάν πρόκειται για συνθήκη που καθορίζει σύνορο.

3. Δεν μπορεί να γίνει επίκληση θεμελιώδους αλλαγής των περιστάσεων ως λόγου λήξεως της συνθήκης ή αποχωρήσεως από αυτήν, εάν η θεμελιώδης αλλαγή προκύπτει από παραβίαση απο το μέρος που την επικαλείται, είτε από υποχρέωση που θεσπίστηκε από την συνθήκη είτε από οποιαδήποτε άλλη διεθνή υποχρέωση έναντι οποιουδήποτε άλλου μέρους στη συνθήκη.

4. Εάν ένα μέρος μπορεί, σύμφωνα με τις προηγούμενες παραγράφους, να επικαλεσθεί θεμελιώδη αλλαγή των περιστάσεων ως λόγο λήξεως της συνθήκης ή αποχωρήσεως από αυτή, μπορεί επίσης να την επικαλεσθεί για την αναστολή εφαρμογής της συνθήκης.

Άρθρο 63

Διακοπή διπλωματικών ή προξενικών σχέσεων

Η διακοπή των διπλωματικών ή προξενικών σχέσεων μεταξύ των Κρατών μερών σε συνθήκη, μεταξύ δύο ή περισσότερων Κρατών ή ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών δεν επηρεάζει τις νομικές σχέσεις που έχουν θεσπισθεί μεταξύ των Κρατών αυτών από τη συνθήκη, παρά μόνο στο μέτρο που η ύπαρξη των διπλωματικών ή προξενικών σχέσεων είναι απαραίτητη για την εφαρμογή της συνθήκης.

Άρθρο 64

Επέλευση νέου αναγκαστικού κανόνα του διεθνούς δικαίου (jus cogens)

Εάν επέλθει αναγκαστικός κανόνας του γενικού διεθνούς δικαίου, κάθε υπάρχουσα συνθήκη συγκρουόμενη με τον κανόνα αυτόν καθίσταται άκυρη και τερματίζεται.

ΤΜΗΜΑ 4
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

Άρθρο 65

Διαδικασία που εφαρμόζεται σε περίπτωση ακυρότητας συνθήκης, λήξεως, αποχωρήσεως μέρους ή αναστολής εφαρμογής της συνθήκης

1. Το μέρος που, βάσει των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως, επικαλείται είτε ελάττωμα της συναινέσεώς του να δεσμευθεί από τη συνθήκη είτε λόγο για να αμφισβητήσει την εγκυρότητα της συνθήκης, να τερματίσει αυτήν, να αποχωρήσει από αυτήν ή να αναστείλει την εφαρμογή της, οφείλει να το γνωστοποιήσει στα άλλα μέρη. Η γνωστοποίηση αυτή πρέπει να αναφέρει τα μέτρα που προτίθεται να πάρει ως προς τη συνθήκη και τους λόγους λήψεως αυτών.

2. Εάν, μετά από προθεσμία, η οποία εκτός από ιδιαίτερα επείγουσα περίπτωση δεν θα έπρεπε να είναι μικρότερη των τριών μηνών από τη λήψη της γνωστοποιήσεως, κανένα μέρος δεν προβάλει αντίρρηση, το μέρος που έκανε τη γνωστοποίηση μπορεί να πάρει τα προτιθέμενα μέτρα σύμφωνα με τον τύπο που προβλέπεται στο άρθρο 67.

3. Εάν, εν τούτοις, προεβλήθη αντίρρηση από οποιοδήποτε άλλο μέρος, τα μέρη οφείλουν να αναζητήσουν επίλυση σύμφωνα με τα μέσα που υποδεικνύονται στο άρθρο 33 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

4. Η γνωστοποίηση ή η αντίρρηση που προέρχεται από διεθνή οργανισμό ρυθμίζεται από τους κανόνες του οργανισμού αυτού.

5. Τίποτε από τα περιλαμβανόμενα στις προηγούμενες παραγράφους δεν θίγει τα δικαιώματα ή τις υποχρεώσεις των μερών που απορρέουν από κάθε διάταξη σε ισχύ μεταξύ τους που αφορά την επίλυση των διαφορών.

6. Μη θιγομένου του άρθρου 45, το γεγονός ότι Κράτος ή διεθνής οργανισμός δεν απηύθυνε προηγουμένως την προβλεπόμενη στην παρ.1 γνωστοποίηση δεν το εμποδίζει να προβεί στη γνωστοποίηση αυτή με μορφή απαντήσεως σε άλλο μέρος που απαιτεί την εκτέλεση της συνθήκης ή που ισχυρίζεται ότι αυτή παραβιάσθηκε.

Άρθρο 66

Διαδικασία δικαστικού διακανονισμού, διαιτησίας και συνδιαλλαγής

1. Εάν, εντός των δώδεκα μηνών που ακολούθησαν την ημερομηνία κατά την οποία προεβλήθη η αντίρρηση, δεν είναι δυνατή η επίτευξη λύσεως σύμφωνα με την παρ.3 του άρθρου 65, θα εφαρμόζονται οι επόμενες διαδικασίες σύμφωνα με τις παρακάτω παραγράφους.

2. Προκειμένου για διαφορά που αφορά την εφαρμογή ή την ερμηνεία των άρθρων 53 ή 64:

α) κάθε Κράτος μέρος στη διαφορά, στην οποία ένα ή περισσότερα άλλα Κράτη είναι μέρη, μπορεί, κατόπιν αιτήσεως, να προσφύγει στο Διεθνές Δικαστήριο για να αποφανθεί επί της διαφοράς

β) κάθε Κράτος μέρος στη διαφορά, στην οποία ένας ή περισσότεροι διεθνείς οργανισμοί είναι μέρη, μπορεί εν ανάγκη μέσω ενός Κράτους μέλους του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών να απευθύνει αίτηση στη Γενική Συνέλευση ή στο Συμβούλιο Ασφαλείας ή, ενδεχομένως, στο αρμόδιο όργανο διενούς οργανισμού που είναι μέρος στη διαφορά και εξουσιοδοτημένο, σύμφωνα με το άρθρο 96 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, να ζητήσει γνωμοδότηση από το Διεθνές Δικαστήριο σύμφωνα με το άρθρο 65 του Καταστατικού του Δικαστηρίου

γ) εάν ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών ή διεθνής οργανισμός εξουσιοδοτημένος σύμφωνα με το άρθρο 96 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών είναι μέρη στη διαφορά, μπορούν να ζητήσουν γνωμοδότηση από το Διεθνές Δικαστήριο σύμφωνα με το άρθρο 65 του Καταστατικού του Δικαστηρίου

δ) κάθε διεθνής οργανισμός, εκτός των οργανισμών των αναφερομένων στο εδάφιο (γ), που είναι μέρος στη διαφορά, μπορεί, με τη μεσολάβηση Κράτους μέρους του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, να ακολουθήσει τη διαδικασία που υποδεικνύεται στο εδάφιο (β)

ε) η γνωμοδότηση του Δικαστηρίου, δυνάμει των εδαφίων (β), (γ) ή (δ), θα γίνει αποδεκτή ως οριστική από όλα τα μέρη στη διαφορά

στ) εάν δεν άσκησε το δικαίωμα να ζητήσει γνωμοδότηση βάσει των εδαφ. (β), (γ) ή (δ), κάθε μέρος στη διαφορά μπορεί, με γραπτή γνωστοποίηση στο άλλο μέρος ή στα άλλα μέρη, να υποβάλλει τη διαφορά σε διαιτησία σύμφωνα με τις διατάξεις του Παραρτήματος της παρούσας Συμβάσεως.

3. Οι διατάξεις της παρ.2 εφαρμόζονται, εκτός εάν όλα τα μέρη σε μία διαφορά που εμπίπτει στην εν λόγω παράγραφο αποφασίσουν με κοινή συμφωνία να την υποβάλουν σε διαδικασία διαιτησίας, ειδικά στη διαδικασία που καθορίζεται από το Παράρτημα της παρούσας Συμβάσεως.

4. Σε περίπτωση διαφοράς σχετικής με την εφαρμογή ή την ερμηνεία ενός οποιουδήποτε άρθρου του Τμήματος V της παρούσας Συμβάσεως, εκτός από τα άρθρα 53 και 64, κάθε μέρος στη διαφορά μπορεί να θέσει σε ενέργεια τη διαδικασία συνδιαλλαγής, που προβλέπεται στο Παράρτημα της Συμβάσεως, απευθύνοντας σχετική αίτηση προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 67

Έγγραφα που έχουν σκοπό την κήρυξη της συνθήκης ως άκυρης, τη λήξη της, την αποχώρηση από αυτήν ή την αναστολή την εφαρμογής της συνθήκης

1. Η προβλεπόμενη στην παρ.1 του άρθρου 65 γνωστοποίηση πρέπει να διατυπώνεται εγγράφως.

2. Οποιαδήποτε πράξη με την οποία κηρύσσεται η ακυρότητα συνθήκης, η λήξη αυτής, η αποχώρηση από αυτήν ή η αναστολή εφαρμογής της, με βάση τις διατάξεις της ή τις παργράφους 2 και 3 του άρθρου 65, πρέπει να περιέχεται σε έγγραφο το οποίο κοινοποιείται στα άλλα μέρη. Εάν το έγγραφο που προέρχεται από Κράτος δεν έχει υπογραφεί από τον Αρχηγό του Κράτους, τον Πρόεδρο της Κυβερνήσεως ή τον Υπουργό των Εξωτερικών, ο αντιπρόσωπος του Κράτους που το κοινοποιεί μπορεί να κληθεί να παρουσιάσει το πληρεξούσιο έγγραφό του. Εάν το έγγραφο προέρχεται από διεθνή οργανισμό, ο αντιπρόσωπος του οργανισμού που το κοινοποιεί μπορεί να κληθεί να παρουσιάσει το πληρεξούσιο έγγραφό του.

Άρθρο 68

Ανάκληση γνωστοποιήσεων και εγγράφων που προβλέπονται στα άρθρα 65 και 67

Γνωστοποίηση ή έγγραφο που προβλέπονται στα άρθρα 65 και 67 μπορούν να ανακληθούν οποιαδήποτε στιγμή πριν αρχίσουν να ισχύουν.

ΤΜΗΜΑ 5
ΣΥΝΕΠΕΙΕΣ ΑΚΥΡΟΤΗΤΑΣ, ΛΗΞΕΩΣ Ή ΑΝΑΣΤΟΛΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ

Άρθρο 69

Συνέπειες ακυρότητας συνθήκης

1. Είναι ανίσχυρη συνθήκη, της οποίας η ακυρότητα διαπιστώνεται δυνάμει της παρούσας Συμβάσεως. Οι διατάξεις άκυρης συνθήκης δεν έχουν νομική ισχύ.

2. Εάν κατ' εφαρμογή τέτοιας συνθήκης έχουν εν τούτοις λάβει χώρα πράξεις

α) κάθε μέρος μπορεί να ζητήσει από οποιοδήποτε άλλο μέρος να δημιουργήσει, όσο είναι δυνατό, στις αμοιβαίες σχέσεις τους, την κατάσταση που θα υπήρχε εάν δεν είχαν γίνει οι παραπάνω πράξεις,

β) οι πράξεις που τελέσθηκαν καλή τη πίστει πριν την επίκληση της ακυρότητας, δεν καθίστανται παράνομες από μόνο το γεγονός της ακυρότητας της συνθήκης.

3. Στις περιπτώσεις των άρθρων 49,50,51 ή 52, η παράγραφος 2 δεν εφαρμόζεται ως προς το μέρος στο οποίο καταλογίζεται η απάτη, η πράξη δωροδοχίας ή ο εξαναγκασμός.

4. Στην περίπτωση της ακυρότητας της συναινέσεως ορισμένου Κράτους ή διεθνούς οργανισμού να δεσμευθεί από πολυμερή συνθήκη, οι προηγούμενοι κανόνες εφαρμόζονται στις σχέσεις του εν λόγω Κράτους ή οργανισμού και των μερών στη συνθήκη.

Άρθρο 70

Συνέπειες λήξεως της συνθήκης

1. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή διαφορετικής συμφωνίας των μερών, το γεγονός ότι η συνθήκη έληξε δυνάμει των διατάξεών της ή σύμφωνα με την παρούσα σύμβαση:

α) απαλλάσσει τα μέρη από την υποχρέωση εξακολουθήσεως εκτελέσεως της συνθήκης

β) δεν θίγει οποιοδήποτε δικαίωμα, υποχρέωση ή νομική κατάσταση των μερών που δημιουργήθηκαν από την εφαρμογή της συνθήκης, πριν τη λήξη της.

2. Εάν Κράτος ή διεθνής οργανισμός καταγγείλει πολυμερή συνθήκη ή αποχωρήσει απ' αυτήν, η παρ. 1 εφαρμόζεται στις σχέσεις μεταξύ του Κράτους ή του οργανισμού αυτού με καθένα από τα άλλα μέρη στη συνθήκη από την ημερομηνία που η καταγγελία ή η αποχώρηση επιφέρει αποτελέσματα.

Άρθρο 71

Συνέπειες ακυρότητας συνθήκης που συγκρούεται με αναγκαστικό κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου

1. Σε περίπτωση συνθήκης άκυρης σύμφωνα με το άρθρο 53, τα συμβαλλόμενα μέρη υποχρεούνται:

α) να εξαλείψουν, όσο είναι δυνατόν, τις συνέπειες κάθε πράξεως η οποία έγινε βάσει διατάξεως που συγκρούεται με αναγκαστικό κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου και

β) να καταστήσουν τις αμοιβαίες τους σχέσεις σύμφωνες με τον αναγκαστικό κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου.

2. Σε περίπτωση συνθήκης που καθίσταται άκυρη και λήγει δυνάμει του άρθρου 64, η λήξη της συνθήκης

α) απαλλάσσει τα μέρη από την υποχρέωση εξακολουθήσεως εκτελέσεως της συνθήκης,

β) δεν θίγει οποιοδήποτε δικαίωμα, υποχρέωση ή νομική κατάσταση των μερών, που δημιουργήθηκε κατά την εκτέλεση της συνθήκης, πριν τη λήξη της. Εν τούτοις, τα παραπάνω δικαιώματα, υποχρεώσεις ή καταστάσεις δεν μπορούν μετά να διατηρηθούν παρά μόνο στο μέτρο που η διατήρησή τους δεν έρχεται σε σύγκρουση με το νέο αναγκαστικό κανόνα του γενικού διεθνούς δικαίου.

Άρθρο 72

Συνέπειες αναστολής εφαρμογής συνθήκης

1. Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή διαφορετικής συμφωνίας των μερών, η αναστολή της εφαρμογής συνθήκης βάσει των διατάξεών της ή σύμφωνα με την παρούσα Σύμβαση:

α) απαλλάσσει τα μέρη μεταξύ των οποίων ανεστάλη η εφαρμογή της συνθήκης από την υποχρέωση να εκτελέσουν τη συνθήκη στις αμοιβαίες τους σχέσεις κατά τον χρόνο της αναστολής

β) δεν επηρεάζει κατ'άλλο τρόπο τις νομικές σχέσεις μεταξύ των μερών που δημιουργήθηκαν από τη συνθήκη.

2. Κατά το χρόνο της αναστολής τα μέρη οφείλουν να απέχουν από κάθε ενέργεια, η οποία τείνει να παρεμποδίσει την εκ νέου εφαρμογή της συνθήκης.

## ΜΕΡΟΣ VI
## ΔΙΑΦΟΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 73

Σχέση με τη Σύμβαση της Βιέννης για το Δίκαιο των Συνθηκών

Όσον αφορά τα Κράτη μέρη στις Συμβάσεις της Βιέννης για το Δίκαιο των Συνθηκών του 1969, οι σχέσεις τους στο πλαίσιο συνθήκης μεταξύ δύο ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων οργανισμών ρυθμίζονται από τη Σύμβαση αυτή.

Άρθρο 74

Θέματα μη θιγόμενα από την παρούσα Σύμβαση

1. Οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως δεν θίγουν κανένα θέμα που θα μπορούσε να προκύψει σε σχέση με συνθήκη μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών από τη διαδοχή Κρατών ή από τη διεθνή ευθύνη Κράτους ή από την έναρξη εχθροπραξιών μεταξύ Κρατών.

2. Οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως δεν θίγουν κανένα θέμα που θα μπορούσε να προκύψει σε σχέση με συνθήκη από τη διεθνή ευθύνη ενός διεθνούς οργανισμού, από τη λήξη υπάρξεώς του ή από τη λήξη συμμετοχής ενός Κράτους ως μέλους στον οργανισμό.

3. Οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως δεν θίγουν κανένα θέμα που θα μπορούσε να προκύψει σε σχέση με την καθιέρωση υποχρεώσεων και δικαιωμάτων για Κράτη μέλη διεθνούς οργανισμού όσον αφορά τη συνθήκη στην οποία ο οργανισμός αυτός είναι μέρος.

Άρθρο 75

Διπλωματικές ή προξενικές σχέσεις και συνομολόγηση των συνθηκών

Η διακοπή ή η ανυπαρξία διπλωματικών ή προξενικών σχέσεων μεταξύ δύο ή περισσότερων Κρατών δεν εμποδίζει τη συνομολόγηση συνθηκών μεταξύ δύο ή περισσότερων από τα Κράτη αυτά και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών. Η συνομολόγηση τέτοιας συνθήκης αυτή καθ'εαυτή δεν επηρεάζει τις διπλωματικές ή προξενικές σχέσεις.

Άρθρο 76

Περίπτωση επιτιθέμενου Κράτους

Οι διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως δεν θίγουν συμβατικές υποχρεώσεις που πιθανόν προκύπτουν από συνθήκη μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών και ενός ή περισσότερων διεθνών οργανισμών για ένα επιτιθέμενο Κράτος ένεκα μέτρων που λαμβάνονται σύμφωνα με το Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών σχετικά με την επιθετική ενέργεια του Κράτους αυτού.

## ΜΕΡΟΣ VII
## ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΚΕΣ, ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΕΙΣ, ΔΙΟΡΘΩΣΕΙΣ ΚΑΙ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΗΣΗ

Άρθρο 77

Θεματοφύλακες συνθηκών

1. Ο καθορισμός θεματοφύλακα συνθήκης μπορεί να γίνεται από τα Κράτη και τους οργανισμούς ή, ανάλογα με την περίπτωση, από τους οργανισμούς που συμμετείχαν στις διαπραγματεύσεις, είτε σ'αυτήν καθ'εαυτήν τη συνθήκη είτε με οποιοδήποτε άλλο τρόπο. Ο θεματοφύλακας μπορεί να είναι ένα ή πολλά Κράτη, ένας διεθνής οργανισμός ή ο κύριος διοικητικός λειτουργός τέτοιου οργανισμού.

2. Τα καθήκοντα του θεματοφύλακα συνθήκης έχουν διεθνή χαρακτήρα και ο θεματοφύλακας υποχρεούται να εκτελεί τα καθήκοντά του αμερόληπτα. Ειδικότερα, το γεγονός ότι η συνθήκη δεν ετέθη σε ισχύ ως προς ορισμένα μέρη ή ότι εκδηλώθηκε διαφορά μεταξύ Κράτους ή διεθνούς οργανισμού και θεματοφύλακα ως προς την άσκηση από το δεύτερο των καθηκόντων του δεν θίγει την παραπάνω υποχρέωση.

Άρθρο 78

Καθήκοντα θεματοφυλάκων

1. Πλήν αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή διαφορετικής συμφωνίας των συμβαλλόμενων Κρατών και οργανισμών ή, ανάλογα με την περίπτωση, των συμβαλλόμενων οργανισμών, τα καθήκοντα του θεματοφύλακα είναι χυρίως τα εξής:

α) η φύλαξη του πρωτοτύπου της συνθήκης και των πληρεξουσίων εγγράφων που επιδόθηκαν στο θεματοφύλακα

β) η έκδοση κυρωμένων αντιγράφων του πρωτοτύπου της συνθήκης και οποιωνδήποτε άλλων κειμένων συνθήκης σε άλλες γλώσσες, που πιθανόν να προβλέπονται απ'τη συνθήκη και η διαβίβαση αυτών στα μέρη στη συνθήκη και στα Κράτη και στους διεθνής οργανισμούς, που έχουν την ικανότητα να είναι μέρη

γ) η συγκέντρωση όλων των υπογραφών της συνθήκης και η λήψη και η φύλαξη όλων των εγγράφων, γνωστοποιήσεων και κοινοποιήσεων σε σχέση με τη συνθήκη

δ) η εξέταση κατά πόσο η υπογραφή, το έγγραφο, η γνωστοποίηση ή η κοινοποίηση που έχουν σχέση με τη συνθήκη διενεργούνται δεόντως και ενδεχομένως η θέση του ζητήματος υπόψη του ενδιαφερόμενου Κράτους ή διεθνούς οργανισμού

ε) η πληροφόρηση των μερών στη συνθήκη όπως και των Κρατών και διεθνών οργανισμών που έχουν την ικανότητα να γίνουν μέρη στη συνθήκη για τις πράξεις, γνωστοποιήσεις και κοινοποιήσεις τις σχετικές με τη συνθήκη

στ) η πληροφόρηση των Κρατών και διεθνών οργανισμών που έχουν την ικανότητα να γίνουν μέρη στη συνθήκη για την ημερομηνία παραλαβής του αριθμού των υπογραφών ή των εγγράφων επικυρώσεως, των εγγράφων σχετικών με πράξη επίσημης βεβαιώσεως ή των εγγράφων αποδοχής, εγκρίσεως ή προσχωρήσεως, ο οποίος απαιτείται για τη θέση σε ισχύ της συνθήκης

ζ) η πρωτοκόλληση της συνθήκης στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών

η) η εκτέλεση των καθηκόντων που προσδιορίζεται σε άλλες διατάξεις της παρούσας Συμβάσεως.

2. Σε περίπτωση προκύπτουσας διαφοράς μεταξύ Κράτους ή διεθνούς οργανισμού και του θεματοφύλακα σχετικής με την από τον τελευταίο εκτέλεση των καθηκόντων του, ο θεματοφύλακας οφείλει να θέσει το ζήτημα υπόψη:

α) των Κρατών και οργανισμών που υπέγραψαν τη συνθήκη και των συμβαλλόμενων Κρατών και οργανισμών ή

β) ενδεχομένως του αρμόδιου οργάνου του ενδιαφερόμενου διεθνούς οργανισμού.

Άρθρο 79

Γνωστοποιήσεις και κοινοποιήσεις

Πλην αντιθέτου διατάξεως της συνθήκης ή της παρούσας Συμβάσεως, γνωστοποίηση ή κοινοποίηση που πρόκειται να γίνει από Κράτος ή διεθνή οργανισμό δυνάμει των διατάξεων της παρούσας Συμβάσεως:

α) εάν δεν υπάρχει θεματοφύλακας, διαβιβάζεται απ' ευθείας στα Κράτη και τους οργανισμούς προς τα οποία απευθύνεται ή στο θεματοφύλακα, εάν υπάρχει

β) δεν θεωρείται γενομένη απ'το εν λόγω Κράτος ή οργανισμό παρά μόνο από τη στιγμή κατά την οποία παραλήφθηκε από το Κράτος ή τον οργανισμό στον οποίο διαβιβάσθηκε ή, ενδεχομένως, από τη στιγμή κατά την οποία παραλήφθηκε από το θεματοφύλακα

γ) εάν διαβιβάζεται σε θεματοφύλακα, δεν θεωρείται ότι έχει παραληφθεί από το Κράτος ή τον οργανισμό προς τον οποίο απευθύνεται παρά μόνο από τη στιγμή κατά την οποία το Κράτος ή ο οργανισμός αυτός έχει ειδοποιηθεί από το θεματοφύλακα σύμφωνα με την παράγραφο 1 (ε) του άρθρου 78.

Άρθρο 80

Διόρθωση λαθών στα κείμενα ή στα κυρωμένα αντίγραφα συνθηκών

1. Εάν μετά την πιστοποίηση της αυθεντικότητας του κειμένου συνθήκης τα Κράτη και οι διεθνείς οργανισμοί που υπογράφουν και τα συμβαλλόμενα Κράτη και συμβαλλόμενοι οργανισμοί διαπιστώνουν με κοινή συμφωνία ότι το κείμενο αυτό περιέχει κάποιο λάθος, το λάθος αυτό διορθώνεται με έναν από τους πιο κάτω τρόπους, εκτός εάν τα εν λόγω Κράτη και οι οργανισμοί αποφασίζουν άλλο τρόπο διορθώσεως:

α) διόρθωση του κειμένου ώστε να έχει την κατάλληλη έννοια και μονογραφή της διορθώσεως από τους δεόντως εξουσιοδοτημένους αντιπροσώπους

β) κατάρτιση εγγράφου ή ανταλλαγή εγγράφων, μέσα στα οποία καταχωρίζεται η διόρθωση, η οποία συμφωνήθηκε να γίνει στο κείμενο

γ) κατάρτιση διορθωμένου κειμένου του συνόλου της συνθήκης, σύμφωνα με τη διαδικασία που χρησιμοποιήθηκε για το αρχικό κείμενο.

2. Όταν πρόκειται για συνθήκη για την οποία υπάρχει θεματοφύλακας, αυτός γνωστοποιεί στα Κράτη και στους διεθνείς οργανισμούς που υπέγραψαν τη συνθήκη και στα συμβαλλόμενα Κράτη και διεθνείς οργανισμούς το λάθος και την πρόταση διορθώσεώς του και ορίζει κατάλληλη προθεσμία μέσα στην οποία μπορεί να διατυπωθεί αντίρρηση ως προς την προτεινόμενη διόρθωση. Εάν, κατά την εκπνοή της προθεσμίας:

α) δεν έχει διατυπωθεί καμία αντίρρηση, ο θεματοφύλακας πραγματοποιεί και μονογραφεί τη διόρθωση στο κείμενο, συντάσσει πρακτικό διορθώσεως του κειμένου και κοινοποιεί αντίγραφό του στα μέρη στη συνθήκη και στα Κράτη που έχουν την ικανότητα να γίνουν μέρη

β) έχει διατυπωθεί αντίρρηση, ο θεματοφύλακας γνωστοποιεί την αντίρρηση στα Κράτη και στους οργανισμούς που υπέγραψαν τη συνθήκη και στα συμβαλλόμενα Κράτη και οργανισμούς.

3. Οι κανόνες που περιέχονται στις παραγράφους 1 και 2 εφαρμόζονται επίσης εφ' όσον το κείμενο χαρακτηρίσθηκε ως αυθεντικό σε δύο ή περισσότερες γλώσσες και διαφαίνεται έλλειψη συμφωνίας την οποία πρέπει να διορθώσουν τα Κράτη και οι διεθνείς οργανισμοί, που υπέγραψαν τη συνθήκη και τα συμβαλλόμενα Κράτη και οργανισμοί.

4. Το διορθωμένο κείμενο αντικαθιστά AB INITIO το λανθασμένο κείμενο, εκτός εάν τα Κράτη και οι οργανισμοί που υπέγραψαν τη συνθήκη και τα συμβαλλόμενα Κράτη και οργανισμοί αποφασίσουν διαφορετικά.

5. Η διόρθωση του κειμένου συνθήκης, που έχει ήδη πρωτοκολληθεί, γνωστοποιείται στη Γραμματεία του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

6. Όταν ένα λάθος εξακριβωθεί σε κυρωμένο αντίγραφο συνθήκης, ο θεματοφύλακας συντάσσει πρακτικό διορθώσεως και αποστέλλει αντίγραφο στα Κράτη και τους οργανισμούς που υπέγραψαν τη συνθήκη και στα συμβαλλόμενα Κράτη και οργανισμούς.

Άρθρο 81

Πρωτοκόλληση και δημοσίευση των συνθηκών

1. Οι συνθήκες, αφού τεθούν σε ισχύ, διαβιβάζονται στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για πρωτοκόλληση ή αρχειοθέτηση και εγγραφή στο ευρετήριο, ανάλογα με την περίπτωση, καθώς και για δημοσίευση.

2. Ο καθορισμός του θεματοφύλακα συνιστά και εξουσιοδότησή του να διενεργεί τις αναφερόμενες στην προηγούμενη παράγραφο πράξεις.

## ΜΕΡΟΣ VIII
## ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 82

Υπογραφή

Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοικτή προς υπογραφή μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1986 στο Ομοσπονδιακό Υπουργείο Εξωτερικών της Δημοκρατίας της Αυστρίας, και στη συνέχεια, μέχρι την 30ή Ιουνίου 1987, στην έδρα των Ηνωμένων Εθνών στη Νέα Υόρκη από:

α) όλα τα Κράτη

β) τη Ναμίμπια, αντιπροσωπευομένη από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια

γ) τους διεθνείς οργανισμούς που έχουν κληθεί να συμμετάσχουν στη Συνδιάσκεψη των Ηνωμένων Εθνών για το Δίκαιο των Συνθηκών μεταξύ Κρατών και διεθνών οργανισμών ή μεταξύ διεθνών οργανισμών.

Άρθρο 83

Επικύρωση ή πράξη επίσημης βεβαιώσεως

Η παρούσα Σύμβαση υπόκειται σε επικύρωση από Κράτη και από τη Ναμίμπια, αντιπροσωπευομένη από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, και σε πράξεις επίσημης βεβαιώσεως από διεθνείς οργανισμούς. Τα έγγραφα επικυρώσεως και εκείνα που σχετίζονται με πράξεις επίσημης βεβαιώσεως κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 84

Προσχώρηση

1. Η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει ανοικτή για προσχώρηση από κάθε Κράτος, από τη Ναμίμπια, αντιπροσωπευομένη από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, και από κάθε διεθνή οργανισμό, ο οποίος έχει την ικανότητα για συνομολόγηση συνθηκών.

2. Το έγγραφο προσχωρήσεως διεθνούς οργανισμού περιλαμβάνει δήλωση ότι έχει την ικανότητα να συνομολογεί συνθήκες.

3. Τα έγγραφα προσχωρήσεως κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 85

Θέση σε ισχύ

1. Η παρούσα Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την 30ή ημέρα από την ημερομηνία καταθέσεως του 35ου εγγράφου επικυρώσεως ή προσχωρήσεως από τα Κράτη ή από τη Ναμίμπια, αντιπροσωπευόμενη από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια.

2. Για κάθε Κράτος ή για τη Ναμίμπια, αντιπροσωπευομένη από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, που θα επικυρώσει ή θα προσχωρήσει στη Σύμβαση μετά την πλήρωση του καθορισμένου όρου στην παράγραφο 1, η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ την 30ή ημέρα μετά την κατάθεση από το Κράτος αυτό ή από τη Ναμίμπια του εγγράφου επικυρώσεως ή προσχωρήσεως.

3. Για κάθε διεθνή οργανισμό, που καταθέτει έγγραφο σχετικό με πράξη επίσημης βεβαιώσεως ή έγγραφο προσχωρήσεως, η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ στη μεταγενέστερη από τις δύο παρακάτω ημερομηνίες: την 30ή ημέρα μετά την εν λόγω κατάθεση ή την ημερομηνία κατά την οποία η Σύμβαση τίθεται σε ισχύ σύμφωνα με την παράγραφο 1.

Άρθρο 86

Αυθεντικά κείμενα

Το πρωτότυπο της παρούσας Συμβάσεως, του οποίου το αραβικό, κινεζικό, αγγλικό, γαλλικό, ρωσικό και ισπανικό κείμενο είναι εξ ίσου αυθεντικά, κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών.

Σε πίστωση των παραπάνω, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι από τις οικείες Κυβερνήσεις τους, και οι δεόντως εξουσιοδοτημένοι αντιπρόσωποι του Συμβουλίου των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια και των διεθνών οργανισμών υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στην Βιέννη στις είκοσι μία Μαρτίου 1986.

## Π Α Ρ Α Ρ Τ Η Μ Α
## ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΔΙΑΙΤΗΣΙΑΣ ΚΑΙ ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗΣ ΚΑΘΙΕΡΩΜΕΝΕΣ ΚΑΤ' ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΟΥ ΑΡΘΡΟΥ 66

### Ι. ΣΥΝΘΕΣΗ ΤΟΥ ΔΙΑΙΤΗΤΙΚΟΥ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟΥ Η ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗΣ

1. Ο Γενικός Γραμματέας των Ηνωμένων Εθνών συντάσσει και τηρεί κατάλογο δικαστών που έχουν υποδειχθεί, μεταξύ των οποίων τα μέρη σε μια διαφορά μπορούν να διαλέξουν τα πρόσωπα τα οποία θα συνθέσουν ένα διαιτητικό δικαστήριο ή, ανάλογα με την περίπτωση, μια επιτροπή συνδιαλλαγής. Για το σκοπό αυτόν, κάθε Κράτος που είναι μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και κάθε μέρος στην παρούσα Σύμβαση καλούνται να ορίσουν δύο πρόσωπα και τα ονόματα των προσώπων που ορίζονται κατ' αυτόν τον τρόπο θα συνθέσουν τη λίστα, της οποίας αντίγραφο θα απευθυνθεί στον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου. Ο καθορισμός των προσώπων που αναγράφονται στη λίστα, συμπεριλαμβανομένων εκείνων που ορίσθηκαν να πληρώσουν μια ενδεχομένως κενή θέση, γίνεται για περίοδο πέντε ετών η οποία μπορεί να ανανεωθεί. Κατά τη λήξη της περιόδου, για την οποία διορίσθηκαν τα προαναφερθέντα πρόσωπα, θα συνεχίσουν να ασκούν τα καθήκοντα για τα οποία επιλέχθηκαν σύμφωνα με τις ακόλουθες παραγράφους.

2. Σε περίπτωση που γίνει γνωστοποίηση σύμφωνα με την παράγραφο 2 εδάφιο στ' του άρθρου 66 ή μία συμφωνία επιτευχθεί σύμφωνα με την παράγραφο 3 για τη διαδικασία που καθορίζεται στο παρόν Παράρτημα, η διαφορά υποβάλλεται σε διαιτητικό δικαστήριο. Σε περίπτωση που αίτηση υποβάλλεται στο Γενικό Γραμματέα σύμφωνα με την παράγραφο 4 του άρθρου

66, ο Γενικός Γραμματέας υποβάλλει τη διαφορά ενώπιον επιτροπής συνδιαλλαγής. Το Διαιτητικό Δικαστήριο και η επιτροπή συνδιαλλαγής συντίθενται ως εξής:

Τα Κράτη, οι διεθνείς οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, τα Κράτη και οι οργανισμοί που συνιστούν ένα από τα μέρη στη διαφορά ορίζουν με κοινή συμφωνία:

α) ένα διαιτητή ή, ανάλογα με την περίπτωση, ένα συνδιαλλακτή εκλεγμένο ή όχι απ' τον κατάλογο που αναφέρεται στην παράγραφο 1

β) ένα διαιτητή ή, ανάλογα με την περίπτωση, ένα συνδιαλλακτή εκλεγμένο από τα πρόσωπα που αναγράφονται στη λίστα, ο οποίος να μην έχει την εθνικότητα κανενός από τα Κράτη και να μην έχει καθορισθεί από έναν από τους οργανισμούς που αποτελούν μέρος στη διαφορά, δεδομένου ότι μία διαφορά μεταξύ δύο διεθνών οργανισμών δεν μπορεί να εξετασθεί από τους υπηκόους ενός μόνο και του ιδίου Κράτους.

Τα Κράτη, οι διεθνείς οργανισμοί ή, ανάλογα με την περίπτωση, τα Κράτη και οι οργανισμοί που αποτελούν το άλλο μέρος στη διαφορά διορίζουν με τον ίδιο τρόπο δύο διαιτητές ή, ανάλογα με την περίπτωση, δύο συνδιαλλακτές. Τα τέσσερα πρόσωπα που εκλέχθηκαν από τα μέρη οφείλουν να διορισθούν μέσα σε διάστημα εξήντα ημερών από την ημερομηνία κατά την οποία το άλλο μέρος στη διαφορά έλαβε τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στην παράγραφο 2 εδάφιο στ' του άρθρου 66 ή από την ημερομηνία κατά την οποία μεσολάβησε ρύθμιση συμφωνίας για τη διαδικασία στο παρόν Παράρτημα βάσει της παραγράφου 3 ή κατά την οποία ο Γενικός Γραμματέας λάβει την αίτηση συνδιαλλαγής.

Τα τέσσερα κατ'αυτόν τον τρόπο εκλεγμένα πρόσωπα θα ορίσουν, μέσα σε εξήντα ημέρες που ακολουθούν την ημερομηνία του τελευταίου διορισμού τους, από τη λίστα έναν πέμπτο διαιτητή ή, ανάλογα με την περίπτωση, ένα συνδιαλλακτή, ο οποίος θα εκτελεί χρέη Προέδρου.

Εάν ο διορισμός του Προέδρου ή οποιουδήποτε από τους υπόλοιπους διαιτητές ή, ανάλογα με την περίπτωση, συνδιαλλακτές δεν έγινε μέσα στην προβλεπόμενη προθεσμία που αναφέρεται πιο πάνω για τέτοιο διορισμό, θα γίνει από το Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών μέσα στις εξήντα ημέρες που ακολουθούν την εκπνοή της προθεσμίας αυτής. Ο Γενικός Γραμματέας μπορεί να διορίσει ως Πρόεδρο είτε ένα από τα πρόσωπα που αναγράφονται στη λίστα είτε ένα από τα μέλη της Επιτροπής Διεθνούς Δικαίου. Όλες οι προθεσμίες, μέσα στις οποίες μπορεί να γίνουν διορισμοί, μπορούν να παραταθούν κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των μερών στη διαφορά. Εάν ο Οργανισμός Ηνωμένων Εθνών είναι μέρος ή περιλαμβάνεται σε ένα από τα μέρη στη διαφορά, ο Γενικός Γραμματέας διαβιβάζει την αναφερόμενη πιο πάνω αίτηση στον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου, που ασκεί τα καθήκοντα που έχουν ανατεθεί στο Γενικό Γραμματέα δια του παρόντος εδαφίου.

Κάθε κενή θέση θα πληρώνεται με τον τρόπο που περιγράφεται για τον αρχικό διορισμό.

Ο διορισμός των διαιτητών ή των συνδιαλλακτών από έναν διεθνή οργανισμό, όπως προβλέπεται στις παραγράφους 1 και 2, ρυθμίζεται από τους σχετικούς κανόνες του οργανισμού αυτού.

## II. ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑ ΔΙΑΙΤΗΤΙΚΟΥ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟΥ

3. Πλην διαφορετικής συμφωνίας των μερών στη διαφορά, το Διατητικό Δικαστήριο αποφασίζει το ίδιο τη δική του διαδικασία, εγγυώμενο σε καθένα από τα μέρη στη διαφορά την πλήρη δυνατότητα να εισακούεται και να προβαίνει στην υπεράσπισή του.

4. Το Διαιτητικό Δικαστήριο, με προγενέστερη συγκατάθεση των μερών στη διαφορά, μπορεί να προσκαλέσει κάθε ενδιαφερόμενο Κράτος ή διεθνή οργανισμό να υποβάλει σ'αυτό τις απόψεις του προφορικά ή γραπτά.

5. Αποφάσεις του Διαιτητικού Δικαστηρίου θα υιοθετούνται με πλειοψηφία των μελών. Σε περίπτωση ισότητας των ψήφων, η ψήφος του Προέδρου επικρατεί.

6. Όταν ένα από τα μέρη στη διαφορά δεν εμφανίζεται ενώπιον του Δικαστηρίου ή απέχει της υπερασπίσεώς του, το άλλο μέρος μπορεί να ζητήσει από το Δικαστήριο να συνεχίσει τη διαδικασία και να εκδώσει την απόφασή του. Πριν εκδώσει την απόφασή του, το Δικαστήριο οφείλει να διαπιστώσει όχι μόνο ότι είναι αρμόδιο να επιληφθεί της διαφοράς, αλλά ότι η αίτηση είναι ουσία και νόμω βάσιμη.

7. Η απόφαση του Διαιτητικού Δικαστηρίου περιορίζεται στο θέμα της διαφοράς και πρέπει να είναι αιτιολογημένη. Κάθε μέλος του Δικαστηρίου μπορεί να εκφράσει γνώμη προσωπική ή γνώμη αντίθετη με την απόφαση.

8. Η απόφαση είναι οριστική και δεν υπόκειται σε έφεση. Όλα τα μέρη στη διαφορά οφείλουν να συμμορφωθούν με την απόφαση.

9. Ο Γενικός Γραμματέας παρέχει στο Δικαστήριο τη βοήθεια και τις διευκολύνσεις τις οποίες έχει ανάγκη. Τα έξοδα του Δικαστηρίου βαρύνουν τον Οργανισμό των Ηνωμένων Εθνών.

## III. ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑ ΤΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗΣ ΣΥΝΔΙΑΛΛΑΓΗΣ

10. Η Επιτροπή συμβιβασμού θεσπίζει μόνη της τη διαδικασία που θα ακολουθήσει. Η Επιτροπή, με τη συγκατάθεση των μερών στη διαφορά, μπορεί να καλέσει κάθε μέρος στη συνθήκη να της υποβάλει τις απόψεις του προφορικά ή γραπτά. Οι αποφάσεις και οι συστάσεις της Επιτροπής υιοθετούνται με πλειοψηφία των ψήφων των πέντε μελών της.

11. Η Επιτροπή μπορεί να επισημάνει στα μέρη στη διαφορά κάθε μέτρο το οποίο μπορεί να διευκολύνει ένα φιλικό διακανονισμό.

12. Η Επιτροπή ακούει τα μέρη, εξετάζει τους ισχυρισμούς και τις αντιρρήσεις και κάνει προτάσεις στα μέρη με σκοπό να τα βοηθήσει να επιτύχουν ένα φιλικό διακανονισμό της διαφοράς.

13. Η Επιτροπή συντάσσει έκθεση μέσα στους δώδεκα μήνες που ακολουθούν τη σύστασή της. Η έκθεσή της κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα και κοινοποιείται στα μέρη στη διαφορά. Η έκθεση της Επιτροπής, συμπεριλαμβανομένων όλων των συμπερασμάτων που αναφέρονται στα γεγονότα ή στα νομικά ζητήματα, δεν δεσμεύει τα μέρη και δεν έχει παρά το χαρακτήρα συστάσεων που υπόκεινται στην εξέταση των μερών με σκοπό να διευκολύνουν ένα φιλικό διακανονισμό της διαφοράς.

14. Ο Γενικός Γραμματέας παρέχει στην Επιτροπή τη βοήθεια και τις διευκολύνσεις τις οποίες μπορεί να έχει ανάγκη. Οι δαπάνες της Επιτροπής βαρύνουν τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από την ημερομηνία δημοσίευσής του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε Σύμβασης που κυρώνεται μετά την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 85 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Νοεμβρίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
**ΑΝΤ. ΣΑΜΑΡΑΣ**

*Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.*

Αθήνα, 22 Νοεμβρίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**ΜΙΧ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ**

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ